

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE  
PARAISANT LE 1er ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

DESTINATION	ABONNEMENT						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
TOGO.....	6.000 frs	—	3.300 frs	—	1.725 frs	—	pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 - Tél. 21 - 37 - 18 Fax (228) 21 - 61 - 07 . -Lomé(TOGO) Les abonnements et annonces sont payables d'avance.
FRANCE,AFRIQUE.....	—	8.400 frs	—	4.620 frs	—	2.415 frs	
Autres Pays .....	—	12.000 frs	—	6.600 frs	—	3.450 frs	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION  
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TELEPHONE 21 - 27 - 01 - LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRÊTES ET DECISIONS

#### ARRÊTES ET DECISIONS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

1995

Arrêtés portant nominations, remise à disposition, reprise de situation administrative, rappel à l'activité, retraites, indemnités.....3

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1995

21 - Déc. - Arrêté n° 182 / MEF / DGI portant approbation de dégrèvement..... 11

27 - Déc. - Arrêté n° 183 / MEF / DB portant consignation de décret

Décisions portant déblocage de crédit, paiements, subventions, secours, désignation des membres de vérification d'encaisse et complément de crédit.....11

#### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES ET DE L'ENERGIE

1995

28 Déc. - Décision n° 114 / MEME / DC N C portant nomination.....12

#### MINISTERE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

1995

21 Déc. - Arrêté n° 40 / MCPT portant nomination.....12

29 Déc. - Décision n° 179 / MCPT autorisant immatriculation de navires.....12

#### MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES.

- Arrêtés portant intégrations, nominations et retraites.....12

#### MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES SOCIETES D'ETAT ET DU DEVELOPPEMENT DE LA ZONE FRANCHE.

1995

20 Déc. - Arrêté n° 14 / MISEDZF / ZFT modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 15 / MISE / ZFT.....18

#### DIVERS

#### CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

Concession de pension de retraite, de veuve et d'orphelins.

## 1995

18 Déc. - Décision n° 805 /CRT /DP modifiant le taux de majoration pour enfants à M. AMENYANU Noamessi Gayitou.....	18	18 Déc. - Décision n° 824 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à KONDO Zato.....	23
18 Déc. - Décision n° 806 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. BASSE Tataki.....	18	19 Déc. - Décision n° 839 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADODJISSIH-BENISSAN Datékouassi.....	23
18 Déc. - Décision n° 807 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. GOGA Mégbédzré.....	19	19 Déc. - Décision n° 840 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. PASSAH Yawo Godzo.....	23
18 Déc. - Décision n° 808 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à Mme. YAOVI Ossey Essinu Abraganép.ATCHOU.....	19	19 Déc. - Décision n° 841 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ALOVOR Kokou Séwodo Gblokpo.....	24
18 Déc. - Décision n° 809 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADRAH Djigbodi.....	19	20 Déc. - Décision n° 844 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. AKUE Adoté Amégnona.....	24
18 Déc. - Décision n° 810 /CRT /DP portant concession de pension aux ayants-cause de feu d'ALMEIDA Ayivi Gamélé.....	20	20 Déc. - Décision n° 845 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. NAPO Gbandi.....	24
18 Déc. - Décision n° 811 /CRT /DP portant concession de pension aux ayants-cause de feu POUTOULI Agouda.....	20	20 Déc. - Décision n° 846 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DZOGBETI Komi Dolagbénu.....	25
18 Déc. - Décision n° 812 /CRT /DP portant concession de pension aux ayants-cause de feu LAMBONI Djalwab.....	20	20 Déc. - Décision n° 847 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AMOUSSOU KPAKPA Komlanvi Anissawo.....	25
18 Déc. - Décision n° 815 /CRT /DP modifiant le taux de majoration pour enfants à M. PILO ANGPADA Yao.....	21	21 Déc. - Décision n° 848 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. DANSSOU Ablam.....	25
18 Déc. - Décision n° 816 /CRT /DP modifiant le taux de majoration pour enfants à M. LEMOU Pidènlèbini.....	21	21 Déc. - Décision n° 849 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à Mme. KPODAR.....	25
18 Déc. - Décision n° 817 /CRT /DP modifiant le taux de majoration pour enfants à M. SIATIVI Komla Agbodoé.....	21	21 Déc. - Décision n° 850 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. EVODA Kodjo Dengble.....	26
18 Déc. - Décision n° 818 /CRT /DP accordant majoration pour enfants à M. BESSAN Kossi.....	21	26 Déc. - Décision n° 852 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ECOUE Messanvi Benoît.....	26
18 Déc. - Décision n° 819 /CRT /DP modifiant le taux de majoration pour enfants à M. TILETI Kalao Adougou.....	21	26 Déc. - Décision n° 853 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu BITO Méba.....	26
18 Déc. - Décision n° 820 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DZILLA Kossi.....	22	26 Déc. - Décision n° 854 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DJIKOUNOU Amuzu Kokuvi.....	27
18 Déc. - Décision n° 821 /CRT /DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AMONA Abalo Adi.....	22	26 Déc. - Décision n° 857 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. ELIASSOU Amoussa.....	27
18 Déc. - Décision n° 822 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBETI-TSOTOKPEWU Kwassivi.....	22	26 Déc. - Décision n° 858 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. LAWSON Boévi Biova.....	27
18 Déc. - Décision n° 823 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. ONIAYE Yao Mensah.....	23	26 Déc. - Décision n° 859 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à M. AMEDJENOU Komi Djigbodi.....	27
		26 Déc. - Décision n° 860 /CRT /DP portant concession d'une pension de retraite à Mme. GBLAO Ladi.....	27

26 Déc. - Décision n° 861/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AKPOTSUI Kwami Dotsè Bubune.....	28
26 Déc. - Décision n° 862/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme. D'ALMEIDA Thérèse Dédé Djinemawu ép. AKUESON.....	28
26 Déc. - Décision n° 863/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADODJISSIH- BENISSAN Akuété Akpakpa.....	28
26 Déc. - Décision n° 864/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AMEGNAGLO Kouami.....	29
26 Déc. - Décision n° 865/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. HOUNNAKE N'sougan Messan.....	29
26 Déc. - Décision n° 866 /CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. CHAOLD Dansou Rigobert.....	29
26 Déc. - Décision n° 867/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADEKPUI Agora Blim.....	29
26 Déc. - Décision n° 868/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGUIGAH Gbèdèvi Zikpi.....	30
26 Déc. - Décision n° 869/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADZIWANOU Amou.....	30
26 Déc. - Décision n° 870/CRT/DP accordant majoration pour enfants à M. PAROUTCHIA Tchinzé.....	30
26 Déc. - Décision n° 871 /CRT/DP accordant majoration pour enfants à M. NATHATE Kolani Tindam.....	30
26 Déc. - Décision n° 872 /CRT/ DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu TAGBA Adam.....	31

Décisions Portant rôles.....	31
------------------------------	----

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

Avis Communications et Annonces .....	62
CET: Bilan au 31 Décembre 1995.....	63
Avis et perte de titres fonciers.....	64

## **PARTIE OFFICIELLE**

### **ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

### **LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRÊTES, ET DECISIONS**

### **ARRÊTES ET DECISIONS**

## **MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION**

**Arrêté n° 183 /MID DU 29 / 11 / 95. Les Agents ci -  
après désignés sont nommés :**

### **SECRETAIRE DE CONSEIL DE LA PREFECTURE D'AGOU**

Mlle ESO-ANAGBAN Mowolamba, N° Mle 036104-S, comptable-mécanographe précédemment en service à la Division de du Budget et de la Comptabilité, en remplacement de M. SOMENU Konu Biam.

### **SECRETAIRE GENERAL DE LA COMMUNE DE KPALIME**

M. LOGOSSOU Kokou, N° Mle 036931 - M, contrôleur de Trésor de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, précédemment à la Division des Collectivités locales en remplacement de M. ADEDJE Koffi Agbélenko.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 199 /MIS du 29 / 12 / 95 - M. KODJO Lari, N° Mle 027177 B, Instituteur Adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de Décentralisation par arrêté N° 0739 /METFPAS du 17 juillet 1995 est nommé Secrétaire du conseil de la Préfecture de Tandjoaré.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 192 /MIS du 26 / 12 / 95 - Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. AMEFIA-KOFFIE Bubumé Victor, l'arrêté n° 126 /MATS du 25 Octobre 1991 portant nomination d'attachés de cabinet.

M. AMEFIA-KOFFIE Bubumé Victor, gestionnaire précédemment en service au Port Autonome de Lomé est remis à la disposition du Directeur Général du Port.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 197 /MIS / du 29 / 12 / 95 - Les fonctionnaires de Police ci-dessous désignés, précédemment mis à la disposition du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération par arrêté susvisés sont remis à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et affectés à la Direction Générale de la Police Nationale.

**Il s'agit de :**

- KIDE-MOKAFO Sabi Sakoungbén° mle. 002159-B
- ANYOMI Yaokouma Kofi n° mle. 005945-F
- GNAMA-LADA Adjii n° mle. 012127-R
- KASSOWOA Badén° mle. 019877-X
- LAKOUGNON Yao n° mle. 025174-Q
- HOUENANOU Achénin° mle. 015669-F
- BIYALI Tigbankpan° mle. 025740-E
- KOKOU Kodjo n° mle. 018225-B
- SIMLEWA Assih N'doméba n° mle. 007658-F
- TSABA Agouda Atchou n° mle. 016154-U
- ESSO Abodji Ourodoni n° mle. 025771-M
- LAKMON Avégbah Ychendié n° mle. 034925-X
- TCHAFARAM Bouraima Issa n° mle. 007655-Z
- KOSSOLOR Essohanam n° mle. 014546-U
- VIDZRAKOU Komlan Délali n° mle. 025208-S
- NYASSOGBO Atsu Edel n° mle. 033798-G
- BATCHASI Baninebedou n° mle. 035039-Z
- DOLIKE Bawalam n° mle. 007611-D

Arrêté n° 189/MID du 18/12/95 - Sont rapportés, conformément aux dispositions de la lettre N° 0003/SES du 06 Janvier 1995, les arrêtés N° 097/MATS - DGPN du 24 Juillet 1992, 087/MID du 31 mai 1995 et 106/MID du 13 juin 1995, portant respectivement suite de reclassement général et titularisation en ce qui concerne MM. HAZOU Abalo et PITANGUE Y. Tchoyou, Gardien de la Paix.

MM. HAZOU Abalo, N° mle. 039461 - X et PITANGUE Y. Tchoyou, N° mle. 039676 - N, nommés par arrêté N° 087/MATS du 25 Avril 1994 et 1230/METFP - AS du 13 Décembre 1994 dont la date de prise de service a été constatée le 1er Octobre 1990, sont titularisés pour compter du 1er Octobre 1991 et conservent une ancienneté d'un an (A.C. 1A).

A compter de cette date, ils peuvent prétendre à tous les avantages afférents à leur Corps.

Ils sont reclassés Gardiens de la Paix de 2ème classe 1er échelon (ind 350) pour compter du 25 Juin 1992 daté d'effet du statut spécial.

La situation administrative des intéressés évolue de la manière suivante :

- 1- 10 - 92 : Gardien de paix de 2ème cl. 2ème éch. (ind 390)
- 1- 10 - 94 : " " " " 3ème éch. (ind 430)

Le Directeur Général de la Police Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet du point de vue solde pour compter du 1er Octobre 1990.

Arrêté n° 195/MIS du 29/12/95 - M. BAKA Banafeikow, n° mle. 037310 - Y, Gardien de la Paix, exclu temporairement de ses fonctions par arrêté n° 064/MID du 28 Avril 1995 est rappelé à l'activité.

Le Directeur Général de la Police Nationale est chargé de l'exécution du présent acte qui rend effet pour compter de la

date de reprise de service.

Arrêté n° 196/MIS du 29/12/95 - Est rapporté l'arrêté n° 150/MID du 29 Août 1995 portant admission à la retraite concernant l'O.P.A.P KOGLO Kossivi Abiata Zaklu

L'Officier de Police Adjoint Principal KOGLO Kossivi Abiata Zaklu est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 01 Juillet 1995.

Le Directeur Général de la Police Nationale est chargé de l'exécution de présent acte.

Arrêté n° 200 / MIS du 29 / 12 / 95 - Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre spécial de la Police Togolaise, sont admis à faire valoir leur droit à une pension de retraite à compter du 1er Janvier 1996.

**il s'agit de :**

- KAKASSA M'Gbélé Solem, Officier de Police de 1ère classe 2ème échelon.
- DAKETSE Kossi Agbényo, Officier de Police Adjoint de 1ère classe 3ème échelon.
- ALIKA Arkoum, Brigadier - chef de Police de 4ème échelon
- DUSSEY Kodjo Bouka, Brigadier - chef de police de 5ème échelon.
- BOURAIMA Djimada, Brigadier de Police de 5ème échelon.
- GNAMA - LADA adjii, brigadier de Police de 5ème échelon
- TENNIN Soulé, Brigadier de Police de 4ème échelon.

Le Directeur Général de la Police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Décision n° 47/MID du 18/12/95 - Il est alloué à M. EVALOU Manawa koudjou - Féi, n° mle. 104529 - B, Sous-Brigadier de Police de 11ème échelon (ind - 750) victime d'accident professionnel de 04 novembre 1992, une indemnité de risque professionnels conformément aux dispositions de l'article 55 - B° du décret n° 91 - 198 du 16 Août 1991 de la loi n° 91 - 14 du 09 Juillet 1991, portant statut spécial du personnel de la Police Nationale.

La présente décision, prend effet au point de vue dédommagement à compter de la date de l'accident.

Décision n° 48/MD du 18/12/95 - Une allocation pour risques professionnels est accordée à M. AHLIGO Kokouvi Edem, n° mle. 025677 - F, conformément aux dispositions de l'article 55 b du décret n° 91 - 198 du 16 Août 1991, portant modalités d'application de la loi n° 91 - 14 du 09 juillet 1991, portant statut spécial du personnel de la Police.

La présente décision prend effet du point de vue solde pour compter de la date de signature.

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

### Déblocage de crédit

Décision n° 1357/MEF/DF/DCO du 18/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique, pour le compte de la Direction de l'Enseignement du Deuxième Degré, un crédit de TROIS

**MILLIONS CENT QUATRE VINGT ONZEMILLE**

(3.191.000) Francs CFA, pour permettre à ladite Direction se payer les indemnités des Examens et Concours Professionnels qu'elle organise au titre de l'année 1995.

La dépense est imputable sur le budget Général, Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09 - 21 Paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1359 /MEF/DF/CDO du 19/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère de la Communication et de la culture un crédit de DIX HUIT MILLIONS CINQ CENT QUINZEMILLE (18.515.000) Francs représentant le reliquat du crédit spécial alloué audit Ministère pour le fonctionnement de son département.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Provisions pour Régularisation des dépenses des Gestions Antérieures) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1363 /MEF/DF/DCO du 19/12/95 - Il est mis à la disposition de la Direction des Affaires Communes (Ministère de l'Economie et de Finances), un crédit de DEUX CENT DIX MILLE SIX CENTS (210.600) Francs CFA pour servir à régler la facture N° 195/95/PU en date du 21 Septembre 1995 relative aux insertions publicitaires "Avis de vacance de poste SHELTER AFRIQUE, NAIROBI, KENYA, Directeur Général dans TOGO-PRESSE.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1364 /MEF/DF/DCO du 19/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère de la Défense Nationale un crédit de DEUX MILLIONS (2.000.000) de Francs CFA pour financer les besoins alimentaires des agents de la F. O. R. S. 93 déployés dans les circonscriptions électorales.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Magasinage transport et distribution de vivres) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1368 /MEF/DF/DCO du 20/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation un crédit de QUATRE CENT SOIXANTE MILLE (460.000) Francs CFA pour lui permettre d'acheter du carburant pour le fonctionnement de son département pour le reste de l'année.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1369 /MEF/DF/DCO du 20/12/95 - Il est mis à la disposition du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité publique un crédit de QUATRE MILLIONS (4.000.000) de Francs CFA, en régularisation des ordres de paiement suivants :

- N° 29 du 06/01/95, pour un montant de 10.000.000 de Francs CFA

- N° 251 du 30/01/95, pour un montant de 20.000.000 de Francs CFA

- N° 437 du 08/03/95, pour un montant de 10.000.000 de Francs CFA

Dans le cadre du crédit spécial alloué au Ministère de la Communication et de la Culture.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Provisions pour Régularisation des dépenses des Gestions Antérieures) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1370 /MEF/DCO du 20/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère des Droits de l'homme et de la Réhabilitation Chargé des relations avec le Parlement, un crédit de UN MILLION SEPT CENT SOIXANTE MILLE (1.760.000) Francs CFA pour permettre audit Ministère de régler les factures en instances au niveau de son cabinet.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1372 /MEF/DF/DCO du 20/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère du Commerce, des Prix et des Transports, un crédit de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUINZE (1.378.375) Francs CFA pour lui permettre de régler les frais d'entretien de son cabinet au titre de la Gestion 1995.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1399 /MEF/DF/DCO du 27/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère de Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, un crédit complémentaire de TROIS MILLIONS (3.000.000) de Francs CFA, destiné à faire face aux frais de mission pour le reste de l'année.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Frais de transport à l'occasion de mission à l'étranger et déplacement définitifs) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1400 /MEF/DF/CDO du 27/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère de Enseignement Techni-

que et de la Formation Professionnelle, un crédit de TROIS CENT QUARANTE CINQ MILLE (345.000) de Francs CFA, pour permettre à son département d'acheter du carburant et du lubrifiant.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1402 /MEF/DF/DCO du 27/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministre de la Santé de la Population et de la Solidarité Nationale au profit de la Direction de l'Ecole Nationale des Sages Femmes, un crédit de CENT MILLE (100.000) Francs CFA, pour lui permettre de faire face aux dépenses relatives aux cérémonies de remise de diplômes aux élèves en fin de formation.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1402 bis /MEF/DF/DCO du 27/12/95 - Il est mis à la disposition du Cabinet du Premier Ministre, un crédit de QUATRE CENT CINQUANTE MILLE QUATRE CENT SIX (450.406) FRANCS CFA, représentant le paiement des salaires des mois d'Août, septembre et Octobre 1995 à un agent de l'Hôtel Ecole le Benin détaché à l'Hôtel du Premier Ministre.

Cette somme sera mandatée et virée sur le compte de l'Hôtel Ecole le Benin.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09-60-09-21-21 (Traitement du personnel temporaire).

Décision n° 1406 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Président de l'Assemblée Nationale au profit du député ATAMESSO un crédit de CINQ MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE (5.690.000) Francs CFA représentant une aide devant servir à payer les frais hospitaliers de ce député qui souffre d'une hypertension artérielle compliquée.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 60, article 23-00, paragraphe 99 (Frais d'hospitalisation au Togo et hors Togo) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1416 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministre de la Communication et de la Culture un crédit complémentaire de SIX MILLIONS (6.000.000) de Francs CFA destiné à l'achat de carburant et de lubrifiant au profit des organes de son département.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1417 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Il est mis à la disposition de Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs un crédit de CINQ CENT MILLE (500.000) Francs CFA afin de permettre à la Fédération Togolaise d'Athlétisme de prendre part au championnat national de course sur route qu'organise son homologue du Benin le 18 Novembre 1995 dans le cadre des festivités de 16è sommet de la Francophonie.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 00-00, paragraphe 65 (Subventions : Equipe nationale et clubs engagés dans les compétitions internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1433 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Directeur du Garage Central Administratif un crédit de SOIXANTE MILLIONS (60.000.000) de Francs Cfa pour lui permettre d'acheter des carburants et lubrifiants pour le reste de l'année.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1437 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération un Crédit exceptionnel de ONZE MILLIONS CINQ CENT QUARANTE CINQ MILLE (11.545.000) Francs CFA pour lui permettre d'effectuer des travaux de remise en état des installations sanitaires des bâtiments abritant son département.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1438 /MEF/DF/DCO du 9/12/95 - Il est mis à la disposition du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, un crédit de TRENTE MILLIONS (30.000.000) de Francs CFA pour lui permettre de faire fonctionner ses services.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1442 /MEF/DF/DDCO du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Ministère de la Jeunesse et des Sports, au profit de M. AKPABI - AKUE Moèvi .... Lucien, Secrétaire



Général du Comité National Olympique Togolais (CNOT) un crédit de CINQ CENT MILLE (500.000) Francs CFA pour représenter le CNOT à la 6ème Section Ordinaire de l'Assemblée Générale de l'Association des Comités nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) et aux 6ème Jeux Africains qui se tiendront à Hararé (Zimbabwe).

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 92, article 00 - 00, paragraphe 65 (Subvention s : Equipes Nationales et Clubs engagés dans les compétitions internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1446 /MEF/DF/DCO/ du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Secrétaire d'Etat, chargé de la Sécurité un crédit de UN MILLION NEUF CENT SOIXANTE HUIT MILLE (1.968.000) Francs CFA, en vue de lui permettre d'organiser un séminaire national sur la lutte antidrogue.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09 - 21, paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1449 /MEF/DF/DCO/ du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Directeur du Garage Central Administratif un crédit de VINGT DEUX MILLIONS (22.000.000) de Francs CFA pour lui permettre de renouveler les installations téléphoniques de son service.

La dépense est imputable sur le budget général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 15-21, Paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

#### Paiement

Décision n° 13 58 /MEF/DF/DCO du 19/12/95. - Est autorisé le paiement de la somme de CINQ CENT MILLE (500.000) Francs CFA soit l'équivalent de MILLE (1.000) dollars US au profit de la Société JACKY'S ELECTRONICS (H.K) LTD de Hong Kong, représentant le remboursement de la dette (1.000 \$ US) contractée auprès de ladite Société par feu TCHINTCHIBIDJA Larbli de l'Ambassade du Togo à Beijing (Chine).

Cette somme sera mandatée et virée au nom de la Société JACKY'S ELECTRONICS (H.K.) LTD à son compte bancaire A /CN° 011 - 44249 - 08 Banque Nationale de Paris, Central Branch, Hong Kong.

La dépense est imputable sur le budget général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09 - 21, Paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1361 /MEF/DF/DCO du 19/12/95. - Il est mis à la disposition du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, un crédit de TROIS MILLIONS (3.000.000) de Francs CFA en régularisation de l'ordre du paiement n° 1142 du 22 - 09 - 95, représentant les fonds mis à la disposition de la Fédération Togolaise de Football pour l'organisation du Match AGAZA contre MALIDI de TANZANIE.

La dépense est imputable sur le budget général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 92, Article 00-00, Paragraphe 65 (Equipes Nationales et Clubs engagés dans les Compétitions Internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1371 /MEF/DF/DCO du 20/12/95. - Est autorisé le paiement, au profit de la Compagnie Air Afrique, de la somme de TROIS MILLIONS CENT ONZE MILLE CINQ CENT CINQUANTE (3.111.550) Francs CFA, représentant le règlement de la facture n° 50850042801 du 28 Août 1995 relative à l'Assistance au vol ANTONOV 12 de la Compagnie Air FOYLE qui a transporté les produits destinés aux sinistrés des inondations que notre pays a connues récemment.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 31.004441 3.004.0.00 U.T.B. au nom de la Compagnie.

La dépense est imputable sur le budget général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 19-00, Paragraphe 99 (Magasinage, transport et distribution) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1373 /MEF/DF/DCO du 20/12/95. - Est autorisé le paiement de la somme de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE MILLE (1.240.000) Francs CFA, à titre de dommages et intérêts dus par l'Etat Togolais dans l'affaire Ministère Public contre BAKOLONDE N. Blandé.

Cette somme sera mandatée et virée au nom de Me Loreta MASSAN-ACOUETHEY, pour être ensuite versée aux ayants-droit de la victime, KONGA Balléda.

La dépense est imputable sur le budget général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1374 /MEF/DF/DCO du 20/12/95. - Est autorisé le paiement de la somme de SEPT CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATORZE (795.894) Francs CFA, à titre de dommages et intérêts dus par l'Etat Togolais dans l'affaire SESSI Aywa contre le sieur KABOUSSI Sim - Enaa.

Cette somme sera mandatée et virée au compte CARPAN° 9030568150131 ouvert à la B.T.C.I. - Lomé au nom de Me AGBANZO Kodjo - Messan, pour être ensuite versée à la victime Mme SESSI Ayawa.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1375 /MEF/DF/DCO du 20/12/95. - Est autorisé le paiement au profit de la Régie Nationale des Eaux du Togo (R. N. E. T.), de la somme de TROIS CENT SOIXANTE QUATRE MILLIONS CENT QUATRE VINGT DOUZE MILLE CENT QUARANTE CINQ (364.192.145) Francs CFA représentant

le paiement de la consommation d'eau courant des collectivités locales pour le premier trimestre 1995.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire BTCI n° 90 305905 00 192 au nom de la R. N. E. T.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 92, Article 00-00, Paragraphe 65 (Fourniture de la Régie Nationale des Eaux du Togo) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1397 /MEF/DF/DCO du 26/12/95. - Est autorisé le paiement de la somme de SEPT MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE ONZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE CINQ (7.571.865) Francs CFA au profit de Me AHOOOMEY - ZUNU Duafa, Huissier de Justice à Lomé au titre des mémoires des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au nom de l'intéressé au compte bancaire n° 90300304501 28 BTCI à Lomé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1398 /MEF/DF/DCO du 27/12/95 - Est autorisée le paiement de la somme de CENT DOUZE MILLE (112.000) Francs CFA au profit de la Cour d'appel du Togo à Lomé au titre de mémoires des indemnités qui sont dues à certains de ses membres.

Cette somme sera mandatée au nom de la Cour d'Appel pour être ensuite payée aux intéressés de la manière suivante :

- M. AKAKPOVIE G.	28.000 FCFA.-
- M. GABA K. F. Frank	84.000 FCFA.-

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1405 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de SIX CENT MILLE (600.000) francs CFA à titre d'indemnité provisionnelle due par l'Etat Togolais dans l'affaire Ministère Public, TOURE GARBA et TRAORE Katari contre OURO-DJERI Alassani et l'Etat Togolais.

Cette somme sera mandatée et virée au compte N° 90305687201 03 ouvert à la BTCI -Lomé au nom de Me Euloge TALBOUSSOUMA, pour être versée ensuite aux victimes.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée.

Décision n° 1418 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Il est mis à la disposition du Président de l'Assemblée Nationale un crédit de QUATORZE MILLIONS SEPT CENT MILLE (14.700.000) Francs CFA, pour la fabrication des cocardes pour les députés.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 01, Chapitre 20, Article 00-00, Paragraphe 69 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1419 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE MILLIONS (4.000.000) Francs CFA, représentant la restitution des droits d'enregistrement payés à tort à la Direction Générale des Impôts par la Société "La Togolaise de Transformation de Papier" (TTP) représentée par Me Lysiane Adzowo AMORIN, Notaire à Lomé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire N° 9030028170143 à la BTCI au nom de Me. Lysiane Adzowo AMORIN, Notaire à Lomé, pour être ensuite versée à la Société T.T.P.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1421 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE (456.250) Francs CFA, à titre de dommages et intérêts dus par l'Etat Togolais dans l'affaire Ministère Public contre OBOULE Kougba.

Cette somme sera mandatée et virée au nom de Me Yao Messan AGBETI, pour être ensuite versée aux ayants - droit de la victime, TENGUE Yaxovi

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1422 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisée le paiement de la somme de CENT TRENTÉ TROIS MILLE CINQ CENT VINGT (133.520) Francs CFA au profit de Me IDRISOU TRAORE AZIZ, Huissier de Justice, au titre des mémoires des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.



Décision n° 1424/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisée le paiement de la somme de DEUX CENT DIX MILLE (210.000) Francs CFA au profit du Docteur H.Y.J. David HOUNKPATI, au titre des mémoires des indemnités qui lui sont dues.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1425/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisée le paiement de la somme de DEUX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE VINT TREIZE MILLE CENT CINQ (2.493.105) Francs CFA au profit de Me KASSIM ATAKORA, Huissier de Justice à Lomé représentant les mémoires des indemnités qui lui sont dûs.

Cette somme sera mandatée et virée à son compte bancaire ouvert à Lomé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1427/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisée le paiement de la somme de HUIT CENT TRENTE MILLE (830.000) Francs CFA au profit du Docteur KOTOR Komlan Tomékpé, Chirurgien - chef à l'Hôpital de Tsévié, au titre des mémoires des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1434/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisée le paiement de la somme de UN MILLION CINQ CENT QUATRE VINGT DIX MILLE (1.590.000) Francs CFA au profit de M. ADZOR Anani, gérant Station TEXACO - Lomé, au titre des mémoires des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1435/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de VINGT DEUX MILLE (22.000) Francs CFA, représentant la restitution des droits d'enregistrement payés à tort à la Direction Générale des Impôts par les Etablissements CITA représentés par Me Afiavi S. do REGO, Notaire à Lomé.

Cette somme sera mandatée et payée en numéraire au Trésor Public au nom de Me Afiavi S. do REGO, Notaire à Lomé pour être versée aux Etablissements CITA.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1439/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisée le paiement de la somme de HUIT CENT SOIXANTE MILLE (860.000) Francs CFA au profit du Dr TOMTA Kadjika Médecin des FAT en Service au Pavillon Militaire, au titre des mémoires des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte N° 402.417.100S à la BTD - Lomé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1440/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE VINGT HUIT MILLIONS (88.000.000) de Francs CFA représentant une partie des taxes à l'exportation des pierres précieuses et semi-précieuses payée par la Société des Minéraux Précieux du Togo (SEMIT) pour la période de décembre 1994 à octobre 1995.

Cette somme sera mandatée et virée au nom du Ministère des Mines, de l'Energie et des ressources Hydrauliques au compte hors budget N° 0411 / DGMG / BNRM ouvert dans les livres du Trésor Public.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-21, Paragraphe 99 (Dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1441/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE VINGT DOUZE MILLE HUIT CENT (92.800) Francs CFA au profit de M. ABALO Messan, au titre de mémoire des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et payée en numéraire au Trésor Public à l'intéressé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice Criminelle) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1444/MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE CENT MILLE (400.000) Francs CFA au profit de Dr. NAPO-KOURA Gado, Médecin

au CHU - Tokoin de Lomé au titre des mémoires des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 99 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1448 /MEF/DF/DCO du 29/12/95 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE DEUX (4.763.762) au profit du Groupement Togolais d'Assurances (GTA) au titre de la prime de régularisation d'assurance "Individuelle - Goupe" N° 5076 suivant avenant N° 69/442/41 allant de la période de 1er Juin 1994 au 31 Mai inclus.

Cette somme sera mandatée et virée au compte N° 550 147 ouvert auprès de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTIC) Lomé au nom du G. T. A.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 40 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1450 /MEF/DF/DCO du 29/12/95. - Est autorisé le paiement de la somme de UN MILLION SOIXANTE CINQ MILLE TROIS CENT (1.065.300) au profit du Groupement Togolais d'Assurances (GTA) au titre de la prime de régularisation d'assurance "Individuelle - Goupe" N° 5076 suivant avenant N° 69/424/40 allant de la période de 01 Juin 1994 au 31 Mai 1996 inclus.

Cette somme sera mandatée et virée au compte N° 550 147 ouvert auprès de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTIC) Lomé au nom du G. T. A.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 09-00, Paragraphe 40 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1447 /MEF/DF/DCO DU 29/12/95. - Il est mis à la disposition du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération un crédit de QUINZE MILLIONS (15.000.000) de Francs CFA. Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'hébergement, de Téléphone, de déplacement et de réception de la délégation Togolaise qui se rend, du 28 Novembre au 04 Décembre 1995, à COTONOU dans le cadre du VI<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie.

La dépense est imputable sur le Budget Général Section 03, Chapitre 11, Article 00-00, Paragraphe 13 de la Gestion 1995.

### Subvention

Décision n° 1365 /MEF/DF/DCO du 19/12/95. - Une subvention de VINGT CINQ MILLIONS (25.000.000) de Francs est accordée à la Société d'Administration des Zones Franches (SAZOF) au titre de l'année 1995.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 32 615 004 51 UTB - Circulaire ; Société Zone Franche Togo.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 62, Article 00-00, Paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1401 /MEF/DF/DCO du 27/12/95. - Une subvention de DEUX MILLIONS (2.000.000) de Francs CFA est accordée à l'ATRS au titre de la contribution de l'Etat pour l'année 1995.

Cette somme sera mandatée et virée au compte N° 003 "ASTORES" ouvert dans les livres du Trésor Public à Lomé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 83, Article 00-00, Paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1423 /MEF/DF/DCO du 29/12/95. - Une subvention de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLIONS (280.000.000) de Francs est accordée AU Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Campus de Lomé au titre de l'année 1995.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles soit CENT QUARANTE MILLIONS (140.000.000) de Francs CFA et virée au compte N° 426 ouvert au Trésor Public à Lomé.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 09, Chapitre 92, Article 00-00, Paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1445 /MEF/DF/DCO du 29/12/95. - Un secours de NEUF MILLIONS TROIS CENT TRENTE MILLE (9.330.000) Francs CFA est accordé aux victimes de calamités naturelles et incendies survenus dans les préfectures de l'OGOU, d'AMOU, de la KOZAH, de SOTOUBOUA, de TANDJOUARE et des LACS.

Cette somme sera mandatée aux noms des intéressés et payée par bon de caisse suivant la liste jointe.

La dépense est imputable sur le Budget Général Gestion 1995, Section 19, Chapitre 95, Article 00-00, Paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1443 /MEF/DF/DCO du 29/12/95. - Il est mis à la disposition du Directeur de Cabinet du Premier Ministre un crédit d'un montant de NEUF CENT MILLE (900.000) francs CFA. Ce crédit servira de complément de frais de mission à M. Kodjo EPOU, Attaché de Cabinet chargé de la Presse auprès du Premier Ministre qui se rend en France le 24 Novembre 1995 pour une mission de dix sept (17) jours.

La dépense est imputable sur le Budget Général Section 05, Chapitre 11, Article 00-00, Paragraphe 13 de la Gestion 1995.

Décision n°1404/MEF/DF/DCO du 27/12/95. - M. AMOUSSOU - GUENOU Assiba, Administrateur Civil Principal, Directeur des Finances de la République Togolaise, est désigné pour vérifier la situation de la caisse et le portefeuille de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Togo le 29 décembre 1995 après la clôture des opérations de la journée.

Sont désignés pour procéder le 29 décembre 1995, après la clôture des opérations de la journée, à la vérification des encaisses :

### **De la Direction Générale des Impôts**

#### **Directeur des Impôts**

- M. ADEWI Essohanam, Administrateur Civil Principal, Directeur du contrôle Financier.

#### **Directeur des Domaines et de l'Enregistrement**

M. KOUDJIRA Kokou, Inspecteur Central du Trésor, Inspecteur vérificateur au Trésor.

#### **De la Direction Générale des Douanes**

M. NEGBANE Sani, Inspecteur Central du Trésor, Chef Division Comptabilité au Trésor.

#### **De la Caisse de la Régie des Recettes du Service des Transports Routiers**

M. AMEWOUIEkué, Inspecteur du Trésor, Chef Section crédit au Trésor.

#### **De la Caisse Centrale des Chemins de Fer du Togo**

M. EVENYA Yawo Elihoho, Inspecteur Central du Trésor, Directeur Adjoint des Finances.

#### **De la Caisse de la Direction des Transports chargée des permis de conduire**

- M. ATCHOU Edoh, Inspecteur Principal de Trésor, Inspecteur vérificateur au Trésor.

Sont désignés pour procéder le 05 janvier 1996, après la clôture des opérations de la journée, à la vérification des encaisses :

#### **Des Receveurs - Percepteurs et du régisseur de la Préfecture du Golfe**

- Les Préfets

Des procès verbaux de vérification seront établis en triple exemplaires dans les formes réglementaires habituelles par les fonctionnaires désignés ce-dessus et transmis au Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances.

## **LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

Arrêté n° 182/MEF/DGI du 21/12/1995. - Portant approbation de dégrèvement en matière de contributions directes

**Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la constitution du 14 Octobre 1992 ;  
Vu la loi n° 83 - 22 du 30 Décembre 1983 portant code Général des Impôts ;  
Vu le Décret n° 82 - 137 du 11 Mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;  
Vu le Décret n° 86 - 109 du 5 Juin 1986 portant organisation et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ;  
Vu les articles 173 et 174 du Décret du 30 Décembre 1912 sur le régime financier et les textes modificatifs subséquents ;  
Vu le Décret n° 85-02 du 10 Janvier 1985 portant création, attributions et organisation de la Direction Générale des Impôts ;  
Vu la décision n° 071 /DGI du 22 - 08 - 94 approuvant et rendant exécutoire les rôles de l'exercice 1994 ;

### **ARRÊTE :**

**Article premier :** Sont approuvés les dégrèvements d'Impôt Minimum Forfaitaire d'un montant de : Cinquante huit Millions Cinq cent Quatre - vingt Trois Mille Cinq Cent Quatre - Vingt Quinze francs.

Suivant détails ci- après :

Raison Sociale	Période d'Imposit°	Rôle et Art	Impôt dégrèv.	Matériels Dégrèvement	Total
STOCA	94 / 93	14 / 30	IMF	2.046.795	2.046.795
CFAO - CICA TOGO	94 / 93	17 / 07	IMF	56.536.800	56.536.800
Total des dégrèvements					58.583.595

**Art 2 :** Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, le Directeur des Impôts et le Directeur des Finances sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal Officiel de la République togolaise./-

Arrêté n° 183/MEF/DB DU 27/12/1995 Portant consignation de crédit

**Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution de la République Togolaise ;  
Vu la loi n° 89 - 09 du 05 mai 1989, partant loi organique relative aux lois de finances ;  
Vu la loi n° 95 - 011 du 10 mars 1995, partant loi de finances pour la gestion 1995 ;

Vu la décision n° 1342/MEF/DF/DCO du 27 novembre 1995 autorisant déblocage d'un crédit de 100.000.000 de Fcfa au profit du Ministre de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale pour la construction du Pavillon Scanner au CHU - CAMPUS de Lomé;

Vu la lettre n° 1690/95/MSP - SN du 17 novembre 1995 du Ministère de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale,

### ARRÊTE :

**Article premier :** - Est autorisée la consignation du crédit de 100 millions de Francs Cfa accordé suivant la décision n° 1342/MEF/DF /DCO du 27 novembre 1995.

**Art 2 :** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise et communiqué partout où besoin sera.

## MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES MINES ET DE L'ENERGIE

Décision n° 114/MEME/DCNC du 28/12/95 - M. KOMBONGOU Py - Foat Zohmba, n° mle 033560 - S en service à la Direction de la Cartographie Nationale et du Cadastre, est nommé comptable pour toutes les opérations de ladite Direction.

- M. KOMBONGOU Zohmba aura droit aux indemnités prévues par l'arrêté n° 165/MEF du 7 mai 1968.

- La présente décision qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera et annule la décision n° 043/MTPMERH/DCNC du 10/04/1984.

## MINISTERE DU COMMERCE DES PRIX ET DES TRANSPORTS

### Nomination

Arrêté n° 40/MCTPT du 21/12/95. - M. SIKAO Souleymane, Administrateur Civil de 4<sup>e</sup> Echelon, est nommé Directeur des Affaires Maritimes par Intérim.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 23 Janvier 1995.

### Autorisation

Décision n° 179/MCPT du 29/12/95. - La Transmed Shipping Limited est autorisée à immatriculer les navires sous pavillon Togolais par dérogation aux dispositions des articles 8 du Code de la Marine Marchande et 3 de l'annexe au décret portant institution d'une Charte Maritime.

L'immatriculation des navires se fera conformément aux dispositions du contrat de représentation signé entre la Direction des Affaires Maritimes et la Transmed Shipping Limited.

La Direction des Affaires Maritimes est chargée de l'exécution de la présente décision qui prend effet pour compter de sa date de signature.

## MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

### Intégrations

Arrêté n° 1456/METFP - AS du 22/12/1995. - Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. PEREKE Tchelim Tchandoa, n° mle 033178 - L, les arrêtés n° S 994/METEP du 20 décembre 1990, 700/METEP du 16 novembre 1993, 1122/METEP du 02 novembre 1994, portant respectivement promotion et avancement automatique d'échelons.

M. PEREKE Tchelim Tchandoa, n° mle 033178 - L, Professeur de collège d'enseignement technique de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (cat A2 - ind 1400) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de formation et perfectionnement professionnels en mécanique d'automobiles à "Internationales Institut für Berufsbildung Mannheim" (RFA) admis en équivalence du diplôme d'ingénieur de conception en mécanique auto à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans en Allemagne est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur d'enseignement technique de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (cat A1 - ind 1450) à compter du 05 octobre 1989, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 29, chapitre 13 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 03 novembre 1988, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

La situation administrative de M. PEREKE Tchelim Tchandoa est révisée comme suit :

- 03 - 11 - 90 - Professeur d'ens. techn. de 3<sup>e</sup> clas 3<sup>e</sup> éch
- 03 - 11 - 92 - Professeur d'ens. techn. de 3<sup>e</sup> clas 4<sup>e</sup> éch (ind 1750)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 09 novembre 1994.

Arrêté n° 1457/METFP - AS du 22/12/1995. - Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. ATCHOZOU Akata Louyo - Abalo, n° mle 012495 - H, les arrêtés n° 693/METEP du 25 Septembre 1990, 205/METEP du 21 février 1994, 1122/METEP du 02 novembre 1994, portant respectivement promotion et avancement automatique d'échelons.

M. ATCHOZOU Akata Louyo - Abalo, n° mle 012495 - H, Professeur de collège d'enseignement technique de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (cat B - ind 950) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de formation et perfectionnement professionnels en technique de bâtiment à l'école Supérieur des Travaux Publics à Berlin (Republique Fédérale d'Allemagne) admis en équivalence du brevet de technicien supérieur (BTS) en technique de bâtiment à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans en Allemagne est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur d'enseignement technique de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (cat A2 - ind 1100) à compter du 27 mars 1990, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 29, chapitre 13 du budget général).

La situation administrative de M. ATCHOZOU est révisée comme suit :

- 27 - 03 - 92 - Professeur d'ens. techn. de 3è clas 2è éch  
 - 27 - 03 - 94 - Professeur d'ens. techn. de 3è clas 3è éch (ind 1300)

Arrêté n° 1458 / METFP - AS du 22 / 12 / 1995. -  
 Mme. ADADEMEY Essi - Kokooépsè MALLY, n° mle 034765  
 - P, sage femme de 2è classe 2è échelon (cat B - ind 850) de  
 cadre du personnel médical et technique de la Santé publique,  
 titulaire du certificat d'infirmière clinicienne et du certificat  
 d'enseignante assistante de l'Ecole Supérieure d'Enseignement  
 Infirmier de la Croix Rouge Suisse admis en équivalence du  
 Brevet de Technicien Supérieur (BTS) à l'issue d'une mise en  
 position de disponibilité sans traitement pour études d'une durée  
 de trois (3) ans huit (8) mois est intégrée dans la catégorie  
 hiérarchique supérieur en qualité d'assistante médicale de 2è  
 classe 1er échelon (cat A2 - ind 1100) à compter du 1er mai  
 1992, date de son rappel à l'activité et conserve son affectation  
 actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son  
 grade à compter des dates suivantes :

- 01 - 05 - 92 - assistante médicale de 2è clas 2è éch  
 - 01 - 05 - 94 - assistante médicale de 2è clas 3è éch (ind 1300)

Arrêté n° 1462 / METFP - AS du 28 / 12 / 1995. - Sont  
 rapportés en ce qui concerne MM. :

- FIAMAFLE Atsu Amédziwolé, n° mle 030019 - M  
 - DUAMENYO Yao Younpi, n° mle 033344 - S  
 - DEGO Kodzo Enyonam Semanu, n° mle 027394 - L  
 - TIOU Komi Tombozou, n° mle 031626 - C  
 - ADEOUL Kossi Poalabounou, n° mle 024447 - H

Les arrêtés n° S 767 / METEP du 14 juillet 1994, portant  
 avancement automatique d'échelons et 599 / METEP du 1er  
 janvier 1995, portant promotion.

Les instituteurs (catégorie B) ci - après désignés, admis au  
 certificat d'aptitude au professorat dans les collèges d'enseigne-  
 ment s général (CAP - CEG) série concours, session des 16 et 17  
 janvier 1992 sont intégrés dans la catégorie A2 en qualité de  
 professeur des collèges d'enseignement général (CEG) dans les  
 conditions suivantes à compter du 1er janvier 1993 et conserve leur  
 affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général) :

NOM & PRENOMS N° Mle	ANCIEN GRADE & INDICE	DATE D'EFFET DU DERNIER AVANCEMENT	NOUVEAU GRADE & INDICE	DATE D'EFFET DE L'ANCIENNETÉ POUR LE PROCHAIN AVANCEMENT DANS LE NOUVEAU CORPS
ALOTE Kodjo Yondo 029579 - V	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 93
AMEDJROVI Atchou 033315 - D	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 93
BADEBANA Pabonatu Tchaa - Sanda 027373 - P	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 93
MOREIRA Onissan 027183 - H	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 93
ADZANADO Kokou Mandla 027444 - E	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 92	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 92
DJONNA Laouno 033343 - R.	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 92	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 92
KALIFA Bargui Allahidi 031972 - N	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 93
BOCCOVIKokou Dzimessa 033336 - A	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 93
FIAMAFLE Atsu Amedziwolé 030019 - M	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1 - 1 - 92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1 - 1 - 92
KPOMEGBE Mawuli 024353 - T	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1 - 1 - 92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1 - 1 - 92
SENYO Koami Agbeyéyé Anani 027256 - J	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 93
ADEOUL Kossi Boalabounou 024447 - H	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1 - 1 - 92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1 - 1 - 92
DUAMENYO Yao Younpi 033344 - S	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1 - 1 - 92	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1 - 1 - 92

BROOHMKouete Agossou Bidi 024289-K	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-3-92	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-3-92
DEGOKodzo Enyonam Semanu 027394-L	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-92
TOUNOU Kossi Akoegnigan Menssan 029602-L	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-93
AMOUZOU Yawovi 029831-Z	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-93
FIOKLOU Yao Mawutodji 015400-J	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-93
TOFFA Yao Mawuli 033420-E	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-93
BADIAGBOKossi Edem 031642-L	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-93
VIAGBO Da-Hounsrou 020884-N	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-92
MENSAHVignon Komlan 015445-P	inst. de classe exceptionnelle éch (ind 1750)	24-1-92	Prof. des CEG de 1er clas 1er éch (ind 1800)	1-1-93
TENGEY Komlavi Sedor 015445-P	inst. de classe exceptionnelle éch (ind 1750)	1-11-92	Prof. des CEG de 1er clas 1er éch (ind 1800)	1-1-93
TIOU Komi Tombozou 031626-C	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-92
AKAKPOTêdo 033240-A	inst. de 1er clas 1er éch (ind 1150)	1-1-93	Prof. des CEG de 3è clas 2è éch (ind 1200)	1-1-93
BODJONA AK- PENAM Kiroun 019233-B	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1-1-92
ESSO Ado 029391 -H	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1-1-92
BOLO Kossi Wobube 032036-W	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1-1-92
FINI Kossi Dolagbenu 021459-D	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1-1-92
DOSSOU Kangni 029321 - T	inst. de 2è clas 4è éch (ind 1050)	1-1-92	Prof. des CEG de 3è clas 1er éch (ind 1100)	1-1-92



Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade à compter des dates suivantes :

**Professeurs des CEG de 1ère classe 2è échelon  
(indice 1900)**

- 1 - 1 - 95 - MENSAH Vignon Komlan, n° mle 015445 - P
- 1 - 1 - 95 - TENGEY Komlavi Sedor n° mle 021414 - G

**Professeurs des CEG de 1ère classe 2è échelon  
(indice 1300)**

- 1 - 1 - 95 - ALOTE Kodjo Yendo n° mle 029579 - V
- 1 - 1 - 95 - AMEDJROVI Atchou, n° mle 033315 - D
- 1 - 1 - 95 - BADEBANA Pabonatoulo Tcha - Sanda n° mle 02737 - P
- 1 - 1 - 95 - MOREIRA Onissan, n° mle 027183 - H
- 1 - 1 - 94 - ADZANADO Kokou Mandlan n° mle 027444 - E
- 1 - 1 - 94 - DJONNA Laouno, n° mle 033343 - R
- 1 - 1 - 95 - KALIFA Bargui Allahidi, n° mle 031972 - N
- 1 - 1 - 95 - BOCCOVI Kokou Dzimesa n° mle 033336 - A
- 1 - 1 - 95 - SÈNYO Koami Agbeyeye Anani, n° mle 027256 - J
- 1 - 1 - 94 - DUAMENYO Yao Younpi, n° mle 033344 - S
- 1 - 1 - 94 - BROOHM Kouete Agassou Bibi, n° mle 024289 - K
- 1 - 1 - 94 - DEGO Kodzo Enyonam Semanu, n° mle 027394 - L
- 1 - 1 - 95 - TOUNOU Kossi Akoegnigan Mensan, n° mle 029602 - L
- 1 - 1 - 95 - AMOUZOU Yawovi n° mle 029831 - Z
- 1 - 1 - 95 - FIOKLOU Yao Mawutodji, n° mle 015400 - J
- 1 - 1 - 95 - TOFFA Yawo Mawuli, n° mle 033420 - E
- 1 - 1 - 95 - BADIAGBO Kossi Edem n° mle 031642 - L
- 1 - 1 - 94 - VIAGBO DA-Hounsrou, n° mle 020884 - N
- 1 - 1 - 94 - TIOU Komi Tombozou, n° mle 031626 - C
- 1 - 1 - 95 - AKAKPO Têdo, n° mle 033240 - A

**Professeur des CEG de 3è classe 2è échelon  
(indice 1200)**

- 01 - 01 - 94 - FIAMAFLE Amedziwole, n° mle 030019 - M
- 01 - 01 - 94 - KPOMEGBE Mawuli, n° mle 024353 - T
- 01 - 01 - 94 - BODJONAAK-PENAM Kiroun, n° mle 019233 - B
- 01 - 01 - 94 - ESSO Ado n° mle 029391 - H
- 01 - 01 - 94 - BOLO Komi Wobube, n° mle 032036 - W
- 01 - 01 - 94 - FINI Kossi Dolagbenu, n° mle 021459 - D
- 01 - 01 - 94 - DOSSOU Kangni, n° mle 029321 - T
- 01 - 01 - 94 - ADEOUL Kossi Boalabounou, n° mle 024447 - H

Arrêté n°1463/METFP-AS du 26/12/1995. - Sont rapportés en ce qui concerne Mmes. NABINE Adja épouse ZOUNOGOU, n° mle 025276 - N et NABINE Adjo épouse BAOUENAN n° mle 029044 - N, les arrêts n°S 0947/METFP du 25 août 1995 et 00767/METFP du 14 juillet 1994, 1122/METFP portant respectivement intégration et avancement automatique d'échelons.

Les instituteurs - adjoint (catégorie c) ci - après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 16 et 17 janvier 1992 sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs (catégorie B) dans les conditions suivantes à compter du 1er janvier 1993 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général) :

Nom et Prénoms N° mle	Ancien Grade et Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau Grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
NABINE Adja épse BAOUNENA N° mle 029044 N	instce - adjte 2è cl 1er éch (cat c - ind. 750)	01 - 01 1992	instce 2è cl 1er éch (cat B ind. 750)	01 - 01 1992
LAWSON Laté kpékui Ayéku N° mle 018496 J	inst - adjt 1er cl 1er éch (cat c - ind. 900)	01 - 01 1992	inst 2è cl 1er éch (cat B ind. 950)	01 - 01 - 1993

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade à compter des dates suivantes :

- 01 - 01 - 1994 - NABINE Adja épse BAOUNENA, N° mle 029044 N institutrice de 2è classe 2è échelon (indice 850) ;
- 01 - 01 - 1994 - LAWSON Laté kpékui Ayéku N° mle 018496 J instituteur de 2è classe 4è échelon (indice 1050) ;

Arrêté n°1460/METFP/BCEP du 28/12/1995. - Sont nommées membres de la Commission spéciale chargée de l'étude des demandes de dérogation pour limite d'âge des candidats au prochain concours de recrutement de fonctionnaires, les personnes ci - après :

Président : M.K. BINI, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Fonction Publique ;

Membres : M.K. KOUDOYOR, Conseiller Technique du METEP,  
Mme. A. P. SATCHIVI, épse WANSI, Attachée de Cabinet du METEP ;  
MM. T. E. LOWA Attaché de Cabinet de METEP  
MM. K. BLAO Attaché de Cabinet de METEP  
K. AHONDO, chargé de mission au Cabinet du Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Fonction Publique ;  
K. ADADJI, chargé de mission au Cabinet du Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Fonction Publique ;  
D. Y. AGBENYEFIA, chef du Bureau des Examens et Concours Professionnels du METFP.  
T. BOULI, Secrétaire Général du METFP ;  
Mme. K. KUWONU, Directrice Générale de la Fonction Publique (DGFP)  
MM. D. BLEDEJE, Directeur du Travail et des lois Sociales (DGILS)  
E. MESSAN, Directeur de la Gestion Informatique du Personnel et de l'Emploi (DGIPE)  
K. DJABIE, Directeur National Pour l'Emploi (DNPE)

Arrêté n°1461 /METFP/- AS du 26/12/1995. - M. KASSANG Haratékpé, titulaire de brevet d'étude du premier cycle du second degré (BEPC) et du diplôme d'Etat d'infirmier est nommé dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) et mis à la disposition du Ministre de l'Economie et des Finances (section 9, chapitre 23 du budget général)

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### **Suspension de Fonctions**

Arrêté n°1463 /METFP/- AS du 27/12/1995. - YERIMA Kondoh, n° mle 027423 - H, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au CEG de Kouloundé à Sokodé (Préfecture de Tchoudjo) en instance de comparution devant le conseil de discipline est suspendu de ses fonctions à compter du 08 juin 1994.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

### **Retraite**

Arrêté n°1459 /METFP/- AS du 27/12/1995. - M. BÉNIDA Kézié Mandatinada, n° mle 004687 - R, attaché d'administration hospitalière de classe exceptionnelle du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la Direction Générale de Togopharma à Lomé est admis sur sa demande, à faire valoir des droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996 en application des dispositions de l'article 8, 1<sup>er</sup> alinéa de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991.

Arrêté n°1464 /METFP/- AS du 28/12/1995. - Les fonctionnaires ci-après désignés, relevant des différents Ministères, qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

### **MINISTRE DE L'EQUIPEMENT**

- DJIMESSI Koffi Sokotora, n° mle 004465 - K, contrôleur P.T.T. de C.E.  
- ABOTCHIN'koley, n° mle 004567 - R ing. des trav. publics 1<sup>er</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

### **MINISTRE DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES.**

- BADJANA Heou Warfei, n° mle 003941 - X, agt. promo/ animat. sociale de 1<sup>ère</sup> cl. 2<sup>e</sup> éch.

### **MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

- PISSANG Halatom, n° mle 003742 - Q, adjt. adif. ppal 2<sup>e</sup> échelon

- ASALA Nosi, n° mle 004516 - N, insp. des douanes ppal 3<sup>e</sup> échelon  
- YOVOH Yao - Messan, n° mle 004540 - N, agt. de constat. de douanes 1<sup>ère</sup> cl. 3<sup>e</sup> éch.  
- AVUMADI Koffi Kunyaglo, n° mle 004507 - M, inspecteur des douanes ppal 3<sup>e</sup> éch.  
- AKARE Comlan, n° mle 021547 - M, contrôleur des douanes ppal 2<sup>e</sup> éch.

### **MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION**

- AYITOU Kourhome, n° mle 004623 - H attaché d'adt. ppal 2<sup>e</sup> échelon

### **MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION**

- ALOTSO Agbémavi Mensa, n° mle 009228 - E, inst. adjt. 1<sup>ère</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

### **MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE**

- TCHONDA Yoma, n° mle 004668 - E, agt. spécialisé T. P. ppal de C.E

### **MINISTRE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE.**

- TCHAGBELE Erala - Kaza Akpo, n° mle 004649 - T attaché d'adt. ppal 2<sup>e</sup> éch.  
- TASSA Gado, n° mle 004599 - H, spécialiste en ophtamologie ppal 2<sup>e</sup> échelon.  
- KOGNAN Bapayenle, n° mle 001711 - R infirmier d'Etat de classe exceptionnelle.  
- KWADJODE Ankoutse, n° mle 004589 - X assistant médical de C. E.  
- KPEDROKU Yawo N'kegbe, n° mle 004588 - N assistant médical ppal 2<sup>e</sup> éch.  
- TIWERIBA - SIMLEWA Gnansa, n° mle 004652 - W, assistant médical ppal 2<sup>e</sup> éch.  
- CODJIE Dovi Mawunya, n° mle 004580 - W assistant médical ppal 2<sup>e</sup> éch.  
- EKLU Yawo Mesa, n° mle 004584 - A, assistant médical ppal 2<sup>e</sup> éch.  
- AGBODAN Akossou kossigan, n° mle 004572 - E assistant médical ppal 2<sup>e</sup> éch.  
- NORMAN Enyonam Bayi, épse. MENSAH, n° mle 004595 - V, assistant médical ppal 2<sup>e</sup> éch.  
- AYI Ama Butsomekpo, épse. AFAN, n° mle 004576 - J, infirmier d'Etat ppal 3<sup>e</sup> éch.  
- ADUM Kossi Kable, n° mle 004571 - V infirmier d'Etat ppal 3<sup>e</sup> éch.  
- AKAKPO Assogba, n° mle 004803 - D infirmier d'Etat ppal 3<sup>e</sup> éch.  
- AGUEM Massina Bindakawa, n° mle 004573 - P infirmier d'Etat C.E.  
- DAYEMA Baloa, n° mle 004581 - F infirmier d'Etat C.E.  
- LETOU Kouma Wedjagba, n° mle 004592 - S infirmier d'Etat ppal 3<sup>e</sup> éch.  
- ADIATCHI Kossiwavi épse. ABOTCHI, n° mle 004570 - L infirmier d'Etat ppal 3<sup>e</sup> éch.  
- AYIVOR Ayaovi Dzodzi n° mle 004577 - T infirmier d'Etat ppal 3<sup>e</sup> éch.

- DUMENYA Yawa Nayokemi, n° mle 004582 - Q infirmier d'Etat ppal 3è éch.
- AYENA Ezin Gbodja, n° mle 004575 - H, infirmier d'Etat ppal 3è éch.
- EWOTOWOKPO Alohoun Kodjo, n° mle 004526 - Y infirmier d'Etat ppal 3è éch.
- SENA Vihoe de Afanssi, n° mle 004598 - Y infirmier d'Etat C.E.
- KOU MAVO Attiogbe Agossou, 033484 - N infirmier d'Etat C.E.
- TAPE Ouadja, n° mle 004010 - U infirmier adjt. ppal de C.E.
- AGBISSO - KOUTENA Tchasse Ahilwo, n° mle 004002 - C infirmier adjt. ppal de C.E.
- TCHOMA Liaboni, n° mle 004322 - U infirmier adjt. ppal de C.E.
- KONOU Kodjo, n° mle 004111 - R infirmier adjt. ppal de C.E.

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- ADJA Baguissassewa, n° mle 003913 - K inst. de 2è cl. 4è éch.
- GOMINA - Koum Sizing, n° mle 004528 - J inst. de C.E.
- KALIPE Neglokpe Dzifa Demagnato, n° mle 003060 - E inst. adjt. de C.E.

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

- DOVIE Avitsinou Kossi - Donko Gabi, n° mle 004142 - Y ing. d'agric. ppal 2è éch.
- KPELAFIA Essowe, n° mle 004654 - Q adjt. tech. agro. de C.E.
- AGBEVOR Kouami Magah, n° mle 004476 - E ing. adjt. d'agric. de C.E.
- AFANGNIDE Yawo Gbêdêba, n° mle 003293 - X, ing. adjt. d'agric. de C.E.

#### MINISTERE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

- PEDASSOU Komlan Baly, n° mle 004597 - P ouvrier de C.E.
- KEZIRE Bedou, n° mle 004607 - Z adjt. tech. CFT. 1ère cl. 2è éch.
- TOGBEVI Komi Senyuie, n° mle 004460 - W, facteur de C.E.

Arrêté n° 1465 / METFP / - AS du 28 / 12 / 1995. - Les fonctionnaires ci-après désignés, relevant des différents Ministères, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1996 pour limite d'âge.

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE FINANCES

- N'GONOU Komlan Apélété, n° mle 021632 - S agt. const. douanes de C.E.
- AMADOU Aboudoufai, n° mle 008770 - L préposé douanes brig. chef 3è éch.
- APEGNA Kodjo Tchaladi, n° mle 021559 - R, commis. d'adt. ppal 1er éch.

#### MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

- YAGLA Oigma Wen'sa, n° mle 011347 - M prof. ens. sup. de

C.E.

- TCHABLIGNONOUPO, n° mle 015414 - G attaché d'adt. ppal de C.E.

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

- TCHEMI Adj Madjiatom, n° mle 015608 - S adteur civil en chef 3è éch.
- ATIGAKU Komla Dzifa, n° mle 007045 - P tech. sup. dévelop. ppal de C.E.
- KUKOM Tedju - ola, n° mle 005264 - S P tech. sup. dévelop. ppal de C.E.
- DOGBE Kokou Dake, n° mle 004945 - K ing. d'agricul. de C.E.
- TOVOR Ayawovi Amewusika, n° mle 014074 - L ing. d'agricul. de C.E.
- KPODZRO Edoh - kossi Fualusubue, n° mle 004792 - J, ing. trav. agri. de C.E.
- OURO - GNAOU Talley B'fah, n° mle 005269 - P, ing. adjt. d'agri. 1ère cl. 2è éch.
- GNANSIM Bilaki Kpatcha, n° mle 005150 - Y adjt. tech. agro. ppal 3è éch.

#### MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- D'ALEIDA Comlanvi, n° mle 016913 - T ing. mines. géolog. de C.E.

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

- KPATKANA Malindahaya Darema, n° mle 006524 - W greffier 2è cl. 4è éch.
- JOHNSON Comlanvi Aziangbe, n° mle 009807 - H secret. de greffes et parquets 1ère cl. 3è éch.

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

- WOUSSIDO Koffi, n° mle 007348 - N, contrôleur trésor ppal 3è éch.

#### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

- TCHAKOURA Gata - Boure, n° mle 011011 - M spécialisé PTT. cond. chan. 3è éch.
- AMEGAN - AYEYH Komla, n° mle 038169 - B contremaître conduct. d'engin ppal 3è éch.
- ODOU - SAMSON Idi, n° mle 008527 - R, agt. spécialisé PTT. cond. chan. de C.E.
- ANANI Komlan Assan, n° mle 010992 - A agt. spécialisé PTT. cond. chan. de 3è éch.

#### MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

- KPOGNON Akakpo Agbeko, n° mle 007004 - W agt. tech. T.P. en chef 3è éch.

#### MINISTERE DU COMMERCE DES PRIX ET DES TRANSPORTS

- HADEHOU Assereou, n° mle 005775 - H agt. spécialisé T.P. ppal de C.E.

- ADJOGNON Messan, n° mle 004783 - R mécanicien de C.E.

### **MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT**

- AJAVON Ayayi, n° mle 006681 - B adteur civil de C.E.  
- NOMAGNYO Mawuena, n° mle 006980 - W préposé des  
eaux et forêt de C.E.

### **MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

- AMAH Gnassigbe, n° mle 009922 - L, attaché d'adt. ppal 3è  
éch.  
- AMOUZOU Kpatoukpa Djagnikpo, n° mle 006207 - H adjt.  
adif ppal 3è éch.  
- KOGOE Magnozibe, n° mle 033540 - E infirmier d'Etat ppal  
3è éch.  
- ANKOU Kokou Ika Oukoueleno, n° mle 005444 - W infirmier  
d'Etat de C.E.

### **MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.**

- AGBOBLI Ayaovi N'sougan, n° mle 004954 - L adjt. adif de  
C.E.  
- AHOUANGBEVI Amoussouvi, n° mle 018849 - B, médecin  
insp. de C.E.  
- GBEBE Koga, n° mle 011583 - H inst. de 2è cl. 4è éch.  
- KEKEH Aawovi Boukouwa, n° mle 007350 - G prof. ens. tech.  
de C.E.  
- ADOBOE Missinou Gavoin, n° mle 008574 - G, inst. adjt. 2è  
cl. 2è éch.

### **ASSEMBLEE NATIONALE**

- ABOTCHI Kwami Nusinunyo n° mle 013850 - U adteur civil  
de C.E.

### **MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES SOCIETES D'ETAT ET DU DEVELOPPEMENT LA ZONE FRANCHE**

Arrêté n° 14/MISEDZF/SAZOF du 20/12/1995.-  
L'article 1er de l'arrêté N° 015 MISE/ZFT du 13  
septembre 1990 susvisé est modifié comme suit :

Article 1er : Est agréée au statut de zone franche  
de transformation pour l'exportation de la société "IN-  
DUSTRIE EUROPE AFRIQUE S. A. R. L." au capital  
social de 5.000.000 FCFA, RC n° 2800 dont le siège est  
à Lomé dans la zone industrielle du port.

### **DIVERS**

### **CAISSE DE RETRAITES DU TOGO**

Concession de pension de retraite, de veuve et  
d'orphelins.

Décision n° 805 /CRT/DP du 18 /12/95. - Par  
l'application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la  
loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants  
allouée à M. AMENYANU Noamessi Gayitou, Instituteur  
adjoind de 1ère classe 2ème échelon du corps du personnel de  
l'enseignement général (indice 950, pourcentage 80% dont 35 %  
imputable à la Caisse de Retraites du Togo est porté de 15 % à 25  
% de sa pension principale DEUX CENT SOIXANTE SEIZE  
MILLE SEPT CENT HUIT (276.708) Francs l'an pour compter  
du 1er janvier 1995 au titre de ses enfants (du 5ème au 6ème  
rang) ci - après désignés :

Dzatougbe Délali,	née le 09 juin 1970
Adzowa Enyonam,	née le 11 juin 1973

Le montant annuel de cette majoration est fixé à  
SOIXANTE NEUF MILLE CENT SOIXANTE DIX NEUF  
(69.179) Francs pour compter du 1er janvier 1995.

Décision n° 806 /CRT/DP du 18 /12/95. - Une  
pension civile d'ancienneté (indice 1000, pourcentage 75  
%) au montant annuel de SIX CENT VINGT QUATRE  
MILLE CENT QUARANTE QUATRE (624.144) francs  
est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du  
Togo à M. BASSE Tataki, agent d'Exploitation Principal  
3è échelon du corps du personnel des postes et Télécom-  
munications, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension  
est fixée au 1er octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse  
de Retraites du Togo à Mr. BASSE Tataki pour compter  
du 1er octobre 1993 une majoration pour enfants au taux  
de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants  
(du 1er au 5è rang) ci-après désignés :

Magnim,	née le 27 avril 1965
Déadema,	né le 04 juin 1966
Macklann,	né le 05 juillet 1969
Déalidi,	né le 27 février 1972
Mahna,	né le 23 juillet 1977

Cet taux est porté à 25 % pour compter du 1er  
janvier 1994 au titre de son 6è enfant : Lèla, née le 20  
décembre 1977.

Le montant annuel de la majoration prévue ci -  
dessus est fixé à CENT VINGT QUATRE MILLE  
HUIT CENT VINGT NEUF (124.829) francs pour  
compter du 1er octobre 1993 et à CENT CINQUANTE  
SIX MILLE TRENTÉ SIX (156.036) FRANCS pour  
compter du 1er janvier 1994.

M. BASSE pourra prétendre, pour compter du 1er

octobre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Lêla,	née le 20	décembre	1977
Payam,	né le 04	août	1980
Plaki,	née le 18	juillet	1981
Pollika,	née le 27	mars	1983
Ahti,	né le 20	décembre	1985
Sossim,	né le 10	juillet	1988

Mr. BASSE Tataki ne pourra plus prétendre au bénéfice des allocations familiales au titre de son 6<sup>e</sup> enfant : Lêla, née le 20 décembre 1977 pour compter du 1er janvier 1994.

Décision n° 807 / CRT / DP du 18 / 12 / 95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655.344) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GOGA Mégbédzré, infirmier d'Etat de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Santé Publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1995.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mr. GOGA Mégbédzré, Infirmier d'Etat de classe exceptionnelle, pour compter du 1er janvier 1995 une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Yawa,	née le 28	juin	1962
Bertrand Mathias Koffi,	né le 24	février	1967
Casanawo Koffi kuma,	né le 04	juillet	1969
Abra Evamé,	née le 28	janvier	1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE TROIS CENT DEUX (98.302) Francs pour compter du 1er janvier 1995

M. GOGA Mégbédzré pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Koudjo Mawusse,	né le 30	mars	1981
Mawunya Yawo,	né le 27	mai	1982
Komivi Romuald,	né le 12	juin	1993

Les retenues restant dues par M. GOGA Mégbédzré au titre de la validation des périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente décision.

Décision n° 808 / CRT / DP du 18 / 12 / 95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 1150, pourcentage 80 %) au montant annuel de SEPT CENT SOIXANTE CINQ MILLE SIX CENT DOUZE (765.612) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme. YAOVI Osseyi Essinu Abragan épouse ATCHOU, Institutrice de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme. YAOVI Osseyi Essinu Abragan épouse ATCHOU, pour compter du 1er avril 1992 une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

yawavi,	née le 07	août	1958
Adjoa,	née le 01	février	1960
Améyo,	née le 17	mars	1962
Awovi,	née le 17	décembre	1964
Akpé,	née le 29	septembre	1973

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT CINQUANTE TROIS MILLE CENT VINGT TROIS (153.123) Francs pour compter du 1er avril 1992.

Les retenues restant dues par YAOVI Osseyi Essinu Abragan au titre de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente décision.

Décision n° 809 / CRT / DP du 18 / 12 / 95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75 %) au montant annuel de NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE QUATRE CENT SEIZE (967.416) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Djigbodi ADRAH, Secrétaire d'Administration Principal 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Administration Générale admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADRAH Djigbodi, pour compter du 1er juillet 1994 une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Komla,	né le 12	avril	1969
Kossi,	né le 31	octobre	1970
Kodjo Vieame,	né le 12	avril	1976

Le montant annuel de majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE VINGT SEIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE DEUX (96.742) Francs pour compter du 1er JUILLET 1994.

M. ADRAH Djigbodi pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Akou Enyonam,	née	le	12	août	1981
Sénam Ayawovi,	né	le	13	janvier	1983
Adjo Eméfa,	née	le	12	février	1985
Akouvi Akpéné,	née	le	13	juillet	1988

Les retenues restant dues par M. ADRAH Djigbodi seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 810/CRT/DP du 18/12/95. - Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme d'ALMEIDA Ayélévi Enyonam née ASSION épouse de feu d'ALMEIDA Ayivi Gamélé, Administrateur civil en chef 2<sup>e</sup> échelon (indice 2500, pourcentage 75 %) décédé en retraite le 31 mai 1993, une pension de veuve au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT MILLE CENT QUATRE VINGT (780.180) Francs pour compter du 21 août 1999.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT CINQUANTE SIX MILLE TRENTESIX (156.036) FRANCS pour compter du 6 janvier 1994 à l'orpheline Ayélé Mawutoé née le 22 octobre 1981.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués à l'orpheline sus-dénommée seront versés entre les mains de M. d'ALMEIDA Ayi, chargé de sa tutelle.

Décision n° 811/CRT/DP du 18/12/95. - Une pension unique (indice 420, pourcentage 65 %) d'un montant de DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227.196) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme. veuve POUTOULI Hèzou (née kadanga) épouse de feu POUTOULI Agouda, soldat de 1<sup>ère</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon de corps du personnel des Forces Armées Togolaises en retraite décédé le 2 mars 1994.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même

Caisse pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1994, une pension temporaire d'orphelins à chacun des orphelins mineurs ci - après désignés :

Piyalo,	née	le	13	août	1975
Hodo,	née	le	1 <sup>er</sup>	mars	1976
Tchilalo,	née	le	08	juillet	1978
Essotina,	né	le	28	janvier	1979
Kouméadou,	née	le	13	août	1981

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24.000) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1994 en vertu des dispositions de l'article 28 paragraphe III et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Par application des dispositions de l'article 28 paragraphe II de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension devant revenir à la veuve POUTOULI Bowouto née KATCHO inhabile est réservée à l'ensemble de ses enfants mineurs ci - dessous désignés pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1994 :

Essotina,	né	le	28	janvier	1979
Kouméadou,	née	le	31	juillet	1981

Le montant annuel de la pension viagère réservée est fixé à CINQUANTE SIX MILLE HUIT CENT HUIT (56.808) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1994.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. POUTOULI Boyodi.

Décision n° 812/CRT/DP du 18/12/95. - Une pension unique (indice 1050, pourcentage 80 %) d'un montant de UN MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SOIXANTE DOUZE (1.398.072) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme. veuve LAMBONI Itroupo née DJEMON, épouse de feu LAMBONI Djalwab, Adjudant 3<sup>e</sup> échelon n° mle 0426 de corps du personnel des Forces Armées Togolaises (en retraite) décédé le 13 janvier 1995.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995 une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT DOUZE (69.912) Francs à chacun des orphelins mineurs ci - après désignés dans la limite de cinq.

Yobée,	née	le	04	novembre	1975
Laurimpo,	né	le	20	juin	1980
Banléman,	né	le	16	octobre	1983
Monipaque,	née	le	29	décembre	1985



Kinanso,	née	le	17	mai	1986
Damparou,	né	le	07	novembre	1989

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme. veuve LAMBONI Itroupo née DJEMON, administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 815/CRT/DP du 18/12/95. - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfant alloué à Mr. PILO ANGPADA Yao, Adjudant - Chef 3<sup>e</sup> échelon n° mle 0221 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté de 10 % à 25 % de sa pension principale SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENTS (798.900) Francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Madjewaba,	née	le	16	novembre	1975
Sambakadé	né	le	29	septembre	1976
Dehinane,	née	le	12	novembre	1977

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE SEPT CENT VINGT CINQ (199.725) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, Mr. PILO ANGPADA Yao ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci - dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Décision n° 816/CRT/DP du 18/12/95. - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. LEMOU Pidènlèbini, Sergent - Chef 4<sup>e</sup> échelon n° mle 0394 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté de 10 % à 15 % de sa pension principale CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565.884) Francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1995 au titre de son enfant Manibida né le 22 août 1979.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à QUATRE VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE VINT TROIS (84.883) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1995.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, Mr. LEMOU Pidènlèbini ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci - dessus désigné pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1995.

Décision n° 817/CRT/DP du 18/12/95. - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. SIATIVI Komla Agbodoé, Adjudant 3<sup>e</sup>

échelon n° mle 571 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTÉ SIX (699.036) FRANCS l'an pour compter du 1<sup>er</sup> Mai 1994 au titre de son enfant Mansa Ayaovi, née le 4 mai 1978.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE NEUF (174.759) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, M. SIATIVI Komla Agbodoé ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci - dessus désigné pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Décision n° 818/CRT/DP du 18/12/95 - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. BESSAN Kossi, Caporal - Chef 5<sup>e</sup> échelon n° mle 1123 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfant au taux de 20 % de sa pension principale TROIS CENT ONZE MILLE SOIXANTE HUIT (311.068) FRANCS l'an pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Kodjo,	né	le	05	avril	1976
Kokouvi,	né	le	27	juillet	1977
Amah,	née	le	29	avril	1978
Akouvi,	née	le	24	janvier	1979
Yawotsè,	né	le	17	mai	1979

- Le montant annuel de la majoration est fixé à SOIXANTE DEUX MILLE DEUX CENT SIX (62.206) pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

- Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, M. BESSAN Kossi ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci - dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Décision n° 819/CRT/DP du 18/12/95. - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. TILÉTI Kalao Adougou, Maréchal des Logis 6<sup>e</sup> échelon n° mle 469 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté de 15 % à 25 % de sa pension principale QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE VINGT (466.020) FRANCS l'an pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995 au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Akantam,	né	le	10	décembre	1972
Bifogni,	née	le	05	janvier	1973

- Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT SEIZEMILLE CINQ CENT CINQ (116.505) pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995.

Décision n° 820/CRT/DP du 18/12/95. - Il est alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Ami Lebenè,	née	le	21	février	1987
Abra,	née	le	25	août	1987
Komla Mawuli,	né	le	10	octobre	1989

Orphelins de feu DZILLA Kossi, Sergent 2<sup>e</sup> échelon n° mle 7608 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédé en activité le 03 décembre 1991, une pension temporaire d'orphelins (indice 550, pourcentage 50 %) augmentée d'une rente d'invalidité temporaire (indice 500, pourcentage 100 %) afférente à l'indice initial de la catégorie des sous Officiers pour compter du 1er janvier 1992.

- Le montant de la pension et de la rente d'invalidité temporaire accordées en article 1er ci - dessus est fixé à VINGT CINQ MILLE QUARANTE HUIT (25.048) FRANCS l'an pour compter du 1er janvier 1992 en vertu des dispositions de l'article 28 paragraphe I alinéa 4 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I alinéa 1 du même article.

- Par application des dispositions de l'article 28 paragraphe II de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension et la rente viagère devant revenir aux veuves inhables sont réservées à l'ensemble des orphelins mineurs ci-dessus désignés pour compter du 1er janvier 1992.

- La pension de veuve prévue en article 3 ci - dessus est fixée à CENT QUATORZE MILLE QUATRE CENT TRENTE DEUX (114.432) Francs l'an pour compter du 1er janvier 1992.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité viagère au montant annuel de DEUX CENT HUIT MILLE QUARANTE CINQ (208.045) Francs pour compter du 1er janvier 1992.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus - dénommés seront versés entre les mains de Mr. AMETSIAGBE Atsu Egbetomenya, chargé de leur tutelle.

Décision n° 821/CRT/DP du 18/12/95. - Une pension unique (indice 600, pourcentage 50 %) d'un montant de QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TROIS CENT HUIT (499.308) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme. veuve AMONA N'bou née KAO, épouse de feu AMONA Abalo Adi, Gendarme 4<sup>e</sup> échelon n° mle 464 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décède en retraite le 15 novembre 1991.

- En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci - dessus est limitée à un seul veuvage.

IL est également alloué sur les fonds de la même Caisse

pour compter du 18 novembre 1992 une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE DOUZE (24.972) Francs à chacun des orphelins ci - après désignés :

Kidéi Kouméhalo,	née	le	16	mars	1974
Hodo Abalo,	né	le	3	février	1979

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus - dénommés seront versés entre les mains de Mr. AMONA Addi Kirazou, Administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 822/CRT/DP du 18/12/95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 1650, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION VINGT NEUF MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (1.029.828) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBETI - TSOTOKPEWU Kwasivi, Instituteur Principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Enseignement Public admis à la retraite.

- La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBETI - TSOTOKPEWU Kwasivi, pour compter du 1er janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Kokou Mawunya,	né	le	25	juillet	1962
Akouvi Afeafa,	née	le	1er	avril	1964
Kafui Ama,	née	le	25	février	1967
Yawo Mawuli,	né	le	9	juillet	1970
Komla Senamé,	né	le	31	décembre	1974

Ce taux est porté à 25 % de sa pension principale au titre de son enfant du 6<sup>e</sup> rang : Akofa Agbotimesi, née le 27 avril 1979 à compter du 1er mai 1995.

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à DEUX CENT CINQ MILLE NEUF CENT SOIXANTE SIX (205.966) Francs pour compter du 1er janvier 1994 et à DEUX CENT CINQUANTE SEPT MILLE QUATRE CENT CINQUANTE SIX (257.456) Francs pour compter du 1er mai 1995.

M. AGBETI - TSOTOKPEWU Kwasivi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Akofa Agotimesi,	née	le	27	avril	1979
Kwassi - Kuma,	né	le	1er	novembre	1981

- Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6, M. AGBETI - TSOTOKPEWU Kwasivi ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant Akofa Agotimesi née le 27 avril 1979 pour compter du 1er mai 1995.

Les retenues restant dues par M. AGBETI -

TSOTOKPEWE Kwasivi seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 823/CRT/DP du 18/12/95. - Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565.884) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ONIA YE Yao Mensah Agbebada n° mle 0629 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1995.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ONIA YE Yao Mensah Agbebada, pour compter du 1er mars 1995 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4è rang) ci - après désignés :

Ama Zenégo,	née	le	1er	septembre	1973
Afiwa Nizamini,	née	le	06	décembre	1974
Adjoa,	née	le	06	janvier	1975
Améblamè Kokou,	né	le	19	novembre	1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT TROIS (84.883) Francs pour compter du 1er mars 1995.

M. ONIA YE Yao Mensah pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5è au 10è rang) ci - après désignés :

Akouvi,	née	le	08	mars	1977
Atchou,	né	le	04	juin	1986
Atchoufé,	née	le	04	juin	1986
Koffi,	né	le	24	avril	1987
Doh Mawuli	né	le	17	septembre	1989
Akpéné,	née	le	04	octobre	1989

Décision n° 824/CRT/DP du 18/12/95. - Une pension militaire d'ancienneté (indice 480, pourcentage 65%) au montant annuel de DEUX CENT CINQUANTE NEUF MILLE SIX CENT QUARANTE QUATRE (259.644) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KONDO Zato, Soldat de 1ère classe 6è échelon n° mle 1998 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1992.

M. AKONDO Zato pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci - après désignés :

Kpatcha,	né	le	27	juin	1976
Megiziani,	né	le	25	juin	1979

Essoham,	né	le	19	septembre	1979
Atikéhalo,	née	le	08	avril	1982
Tchila - Halo,	née	le	31	juillet	1985
Kidjanbelo Pyalo,	née	le	19	septembre	1989

Décision n° 839/CRT/DP du 19/12/95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 1700, pourcentage 75%) au montant annuel de UN MILLION SOIXANTE UN MILLE QUARANTE (1.061.040) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADODJISSIH BENISSAN Daté Kouassi, attaché de Justice principal 3è échelon du corps du personnel Judiciaire, admis à la retraite. La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADODJISSIH BENISSAN Daté Kouassi, pour compter du 1er octobre 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci - après désignés :

Dèdè,	née	le	16	janvier	1960
Dèdè Adjoa,	née	le	16	mai	1960
Tètèvi Kouassi Elom,	né	en			1962
Cocovi Mawussé,	née	le	29	décembre	1962
Mablé Mawubedjroé,	née	le	20	novembre	1966
Dathè Atalawoè,	né	le	20	décembre	1967

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT SOIXANTE CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE (265.260) Francs pour compter du 1er octobre 1994.

Décision n° 840/CRT/DP du 19/12/95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 1250, pourcentage 75%) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT MILLE CENT SOIXANTE HUIT (780.168) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. PASSAH Yawo Godzo, Instituteur de 1ère classe 2è échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. PASSAH Yawo Godzo, pour compter du 1er septembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci - après désignés :

Eya Mokpokpo,	née	le	18	juin	1959
Koffi A.M.,	né	en			1961
Ayaovi M.,	née	le	24	avril	1969
Koffi Apéléké,	né	le	20	mai	1973
komlan A.,	né	le	16	avril	1974
Yawo Agbédanou,	né	le	04	décembre	1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE QUARANTE DEUX (195.042) Francs pour compter du 1er septembre 1994.

M. PASSAH Yawo Godzo pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 9è rang) ci - après désignés :

Adzofafa,	née	le	26	décembre	1977
Esi Sénam,	née	le	04	juillet	1982
Akou Yaya,	née	le	1er	octobre	1986

Les retenues restant dues par Mr. PASSAH Yawo Godzo au titre de validation de périodes seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 841 /CRT/DP du 19 /12/95. - Une pension unique (indice 1350, pourcentage 75 %) d'un montant de HUIT CENT QUARANTE DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DOUZE (842.592) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci - après désignés :

Madame veuve ALOVOR Akoko née AFFANOUKOE.  
Madame veuve ALOVOR Ama Dzidzonou née LETOU.

épouses de feu ALOVOR Kokou Séwodo Glokpo du corps du personnel de l'Enseignement en retraite, décédé le 10 avril 1992.

- En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci - dessus est limitée à un seul veuvage.

IL est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de QUATRE VINGT QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE NEUF (84.259) Francs pour compter du 30 mai 1993 à chacun des orphelins ci - après désignés :

Adzovi Agbo,	née	le	28	mai	1973
Kossi Tsi,	né	le	08	janvier	1974
Komi Nunyava,	né	le	26	février	1977
Abra Nyatefe,	née	le	29	avril	1980

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus - dénommés seront versés entre les mains de Mr. AZIAGBE Doh Komla Fiawonu, Administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 844 /CRT/DP du 20 /12/95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75 %) au montant annuel de NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE QUATRE CENT SEIZE (967.416) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKUE Adoté Amégnona Instituteur principal 2è échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKUE Adoté Amégnona, pour compter du 1er septembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci - après désignés :

Adoudé,	née	le	25	novembre	1963
Kpakpo Adodo,	né	le	08	septembre	1967
Adoukouè,	née	le	08	mai	1970
Kpakpo,	né	le	11	août	1970
Adovi Kafui,	né	le	28	avril	1972
Adovi Dodji,	né	le	29	septembre	1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à DEUX CENT QUARANTE UN MILLE HUIT CENT CINQUANTE QUATRE (241.854) Francs pour compter du 1er septembre 1994.

M. AKUE Adoté Amégnona pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 12è rang) ci - après désignés :

Adoudé,	née	le	12	août	1975
Kalé,	née	le	23	mai	1977
Moèvi Holali,	né	le	13	janvier	1980
Moèvi Mawuli,	né	le	07	novembre	1980
Adoudé Mawulolo,	née	le	02	avril	1984
Kpakpo Mawuto,	né	le	27	mars	1986

Décision n° 845 /CRT/DP du 20 /12/95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 670, pourcentage 75 %) au montant annuel de QUATRE CENT DIX HUIT MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (418.176) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NAPO Gbandi Infirmier Adjoint principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Santé Publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1992.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NAPO Gbandi, pour compter du 1er janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci - après désignés :

Nissao,	née	le	03	juillet	1962
Wand,	né	le	02	novembre	1965
Ikpinde,	née	le	27	février	1967
Adja,	né	le	1er	janvier	1969
Lantame,	né	le	25	avril	1971
Natchibou,	né	le	09	février	1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à CENT QUATRE MILLE CINQ CENT QUARANT QUATRE (104.544) Francs pour compter du 1er janvier 1992.

M. NAPO Gbandi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 13è rang)

ci - après désignés :

Djanka,	née	le	22	avril	1972
Kissao,	née	le	18	mars	1973
Monfaye,	née	le	05	juillet	1975
Some,	né	le	28	mai	1976
N'winita,	née	le	26	juillet	1978
Nadjombé,	né	le	03	avril	1981
N'Danagni,	née	le	22	juin	1985

Les retenues restant dues par M. NAPO Gbandi, au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 846/CRT/DP du 20/12/95. - Une pension unique (indice 850, pourcentage 37,50 %) d'un montant de CINQ CENT TRENTE MILLE CINQ CENT VINGT (530520) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve DZOGBETI Mègniovo née ZINSOU, épouse de feu DZOGBETI Komi Dolagbenu, Agent Technique de la Statistique de 1ère classe 3è échelon du corps du personnel de la Statistique Générale décédé en activité le 28 mai 1992 :

- En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci - dessus est limitée à un seul veuvage.

IL est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 28 décembre 1992 une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de VINGT SIX MILLE CINQ CENT VINGT SIX (26.526) Francs à chacun des orphelins ci - après désignés :

Aku,	née	le	31	octobre	1984
Komi Mawuenam,	né	le	24	octobre	1987
Abra kafui Selom,	né	le	13	novembre	1990

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus - dénommés seront versés entre les mains de Mr. DZIWONOU Yao, Administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenues restant dues par feu DZOGBETI Komi Dolagbenu, au titre de la validation des périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 847/CRT/DP du 20/12/95. - Une pension unique (indice 670, pourcentage 70 %) d'un montant de SEPT CENT QUATRE VINGT MILLE SIX CENTS (780.600) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve AMOUSSOU KPAKPA Kokoè née ASSIONGBON épouse de feu AMOUSSOU KPAKPA Komlanvi Anissawo, Aide Sanitaire Principal de classe exceptionnelle du corps du personnel Médical et Technique de la Santé Publique en retraite décédé le 04 novembre 1991.

- En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci - dessus est limitée à un seul veuvage.

IL est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de TRENTE NEUF MILLE TRENTE (39.030) Francs pour compter du 1er décembre 1991 à chacun des orphelins ci - après désignés :

Yawo Biamssé,	née	le	09	septembre	1971
Komlan Messan Adem,	né	le	07	décembre	1974
Adjoa Hodélogbé,	née	le	18	avril	1977
Amey Bayi Dagbé,	né	le	1er	septembre	1979

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus - dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve AMOUSSOU KPAKPA Kokoè née ASSIONGBON, Administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 848/CRT/DP du 21/12/95. - Une pension proportionnelle (indice 390, pourcentage 58,75%) au montant annuel de CENT QUATRE VINGT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGTS (190.680) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DANSOU Ablam, Moniteur de 3è classe 4è échelon du corps du personnel l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1992.

M. DANSOU Ablam pourra prétendre, pour compter du 1er août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3è au 8è rang) ci - après désignés :

Kodjogan,	né	le	11	octobre	1969
Kodjovi,	né	le	03	juillet	1972
Koffi,	né	le	17	janvier	1975
Adjowa,	née	le	09	octobre	1978
Abla,	née	le	25	mars	1980
Ayéwa,	née	le	26	février	1981
Komlan,	né	le	28	janvier	1985
Ayaba,	née	le	10	octobre	1985
Yawavi,	née	le	23	juillet	1987
afiwavi,	née	le	10	juin	1988
Yawovi Awoussi,	né	le	13	septembre	1990

Les retenues restant dues par M. DANSOU Ablam, au titre de la validation des périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 849/CRT/DP du 21/12/95. - Une pension civile d'ancienneté (indice 2100, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SOIXANTE DOUZE (1.398.072) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme. KPODAR ayélé Mawugnon épouse OLYMPIO,



Assistante Médicale de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Santé Publique, admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1995.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme. KPODAR ayélé Mawugnon épouse OLYMPIO, pour compter du 1er juillet 1992 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Ofumilayo Fêwo,	ne le	18 février	1967
Owolabi Yito,	né le	19 mars	1969
Romeo Damiano Claus Obidiakpo Messan,	née le	27 mars	1970
Ayodelé Anani,	né le	19 juin	1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à DEUX CENT NEUF MILLE SEPT CENT ONZE (209.711) Francs pour compter du 1er juillet 1995.

Décision n° 850 / CRT / DP du 21 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 2100, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT DIXHUIT MILLE SOIXANTE DOUZE (1.398.072) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EVODA Kodjo Dengble, Inspecteur de Trésor de classe exceptionnelle du corps du personnel du Trésor Central, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1995.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EVODA Kodjo Dengble, Inspecteur de Trésor de classe exceptionnelle, pour compter du 1er janvier 1995 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Kokou Mokpokpo,	né le	08 septembre	1971
Amavi Dzighodi,	né le	18 mai	1974
Kossivi A. Edem.,	né le	14 mars	1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à CENT TENTE NEUF MILLE HUIT CENT HUIT (104.544) Francs pour compter du 1er janvier 1995.

M. EVODA Kodjo Dengble pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Kokoutsé A. Kafui,	née le	22 avril	1972
Komlavi Eli,	née le	18 mars	1973

Décision n° 852 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci - après désignées :

Mme veuve ECOUE Ayaba Cecile née QUILLY.  
Mme veuve ECOUE Mawuli née d'ALMEIDA

épouse de feu ECOUE Menssanvi Benoît, Adjoint Administratif principal 1<sup>er</sup> échelon (indice 900, pourcentage 80 %) en retraite décédée le 27 octobre 1992 une pension de veuve au montant annuel de CENT QUARANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT TREIZE (149.793) Francs pour compter du 1er juillet 1993

En application des dispositions de l'article 33 paragraphe I alinéa 2 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991. La part de la veuve QUILLY Ayabavi Cécile décédée le 12 septembre 1994 accroîtra la pension de la veuve d'ALMEIDA Mawuli pour compter du 1er octobre 1994.

Le montant annuel de la pension de veuve prévue à l'article précédent est fixé à DUEX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT SIX (299.586) pour compter du 1er octobre 1994.

Décision n° 853 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension unique (indice 2100, pourcentage 80 %) d'un montant de UN MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE QUATRE VINGT SEIZE (1.398.096) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci - après désignées :

Mme veuve BITO Massanh	née	LASSE MENSAH
Mme veuve BITO Afoua	née	ASSIH

épouses de feu BITO Mèba, Capitaine 5<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédée en activité le 31 décembre 1993.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 1300, pourcentage 100 %) afférente à l'indice initial des Officiers d'un montant de UN MILLION QUATRE VINGT UN MILLE HUIT CENT TRENTÉ SIX (1.081.836) Francs équivalent à quatre (4) années de rente viagère.

- En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci - dessus est limitée à un seul veuvage.

IL est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 24 janvier 1994 une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente d'invalidité temporaire aux orphelins mineurs ci - après désignés dans la limite de cinq :

Palakiyem,	née le	29 novembre	1975
K. Maziwèdon,	née le	10 octobre	1977
Behezinam,	né le	28 juillet	1981
Bikiliwè,	né le	02 février	1982
Mazalo,	née le	20 juillet	1985
Essozolem,	né le	23 octobre	1992

Le montant de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire est fixé à CENT UN MILLE CINQ CENT TRENTÉ DEUX (101.532) francs en vertu des dispositions de l'article 28 paragraphe I alinéa 4 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I alinéa 1 du même article.



Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mr. ALEMA Tchao, Administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 854/CRT/DP du 26/12/95 - Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve DJIKUNU Adjowavi Cécile née ADDORSOU, épouse de feu DJIKUNU Amuzu Kokou, Adjoint technique principal 2<sup>e</sup> échelon en retraite indice 950, pourcentage 76,25) décédé le 09 août 1993, une pension de veuve au montant annuel de TROIS CENT UN MILLE QUATRE CENT DIX (301.410) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Décision n° 857/CRT/DP du 26/12/95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 2650, pourcentage 75%) au montant annuel de UN MILLION SIX CENT CINQUANTE TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE (1.653.960) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ELIASSOU Amoussa Ingénieur Principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la Radiodiffusion du Togo, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1995.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ELIASSOU Amoussa, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Nadjinou Arê mou,	né	le	03	mars	1970
Mouraina,	né	le	15	juin	1970
Amoudatou,	née	le	27	septembre	1972
Mouinou Oladedji,	né	le	22	juillet	1973
Rasaki Daouda,	né	le	6	juillet	1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TROIS CENT TRENTE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DOUZE (330.792) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

M. ELIASSOU Amoussa pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Rafiou Djima,	née	le	1 <sup>er</sup>	juin	1984
Osséni Sikirou,	née	le	04	octobre	1984
Assama Sikirou,	née	le	04	octobre	1984
Lasisi Adjagbé,	né	le	31	juillet	1986
Ola Ibrahim,	née	le	1 <sup>er</sup>	juin	1989
Oladoyé Ismael,	né	le	16	septembre	1993

Les retenues restant dues par M. ELIASSOU Amoussa, au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 858/CRT/DP du 26/12/95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 2000, pourcentage 75%) au montant annuel de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE HUIT MILLE DEUX SOIXANTE SEIZE (1.248.276) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LAWSON Boévi Biova, Ingénieur Principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la Radiodiffusion du Togo, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1995.

Les retenues restant dues par M. LAWSON Boévi Biova seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 859/CRT/DP du 26/12/95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1800, pourcentage 75%) au montant annuel de UN MILLION CENT VINGT TROIS MILLE QUATRE CENT CINQUANTE DEUX (1.123.452) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AMEDJENOU Komi Djigbodi, Technicien Supérieur de Laboratoire Principal 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de la Santé, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1995.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AMEDJENOU Komi Djigbodi, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Abra Egnonam,	née	le	17	septembre	1968
Kodjo Yovo,	né	le	31	août	1970
Akovi Dela,	née	le	05	juillet	1972
Adjovi Ezime,	née	le	16	septembre	1974
Agbenyonou,	né	le	8	juin	1978

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT VINGT QUATRE MILLE SIX CENT QUATRE VINGT ONZE (224.691) Francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

M. AMEDJENOU Komi Djigbodi pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Yawotsè Demebia,	né	le	22	avril	1982
Ami Senam,	née	le	04	septembre	1988
Kossi Jean - Marie,	né	le	08	septembre	1991

Les retenues restant dues par M. AMEDJENOU Komi Djigbodi seront déduites sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 860/CRT/DP du 26/12/95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 750, pourcentage 80%) au montant annuel de QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TROIS CENT HUIT (499.308) FRANCS est

attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme GBLAO Ladi, Inspectrice Adjoint de 2ème classe 1er échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1995.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme GBLAO Ladi pour compter du 1er novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3è rang) ci - après désignés :

Nafissatou,	née	le	04	juin	1955
Bouwèdjo,	née	le	08	juillet	1959
Outtara Kouakou,	né	le	28	novembre	1962

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à QUARANTE NEUF MILLE NEUF CENT TRENTE UN (49.931) Francs pour compter du 1er novembre 1993.

Les retenues restant dues par GBLAO Ladi au titre de la validation des périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 861 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 75%) au montant annuel de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE MILLE DEUX CENT QUARANTE (1.092.240) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKPOTSUI Kwami Dotsè Bubune, Instituteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKPOTSUI Kwami Dotsè Bubune, pour compter du 1er septembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4è rang) ci - après désignés :

Afi Nunya Mikafui,	née	le	09	décembre	1970
Akou Nyala Nonudzo,	née	le	25	décembre	1970
kokoudzidula,	née	le	18	juillet	1972
kômi Edem Akpedze,	né	le	17	janvier	1973

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE SIX (163.836) Francs pour compter du 1er septembre 1995.

Décision n° 862 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 2000, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT TRENTE UN MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT SEIZE (1.331.496) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme. d'ALMEIDA Thérèse Dédé Djinemanou épouse

AKUESON, attaché d'Administration Principal de 3è échelon du corps du personnel de l'Administration Générale admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme. d'ALMEIDA Thérèse Dédé Djinemanou épouse AKUESON, pour compter du 1er juillet 1994 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3è rang) ci - après désignés :

Eric Adoté D.,	né	le	27	avril	1968
Stella Adolé A.,	née	le	19	mai	1970
Francisco Adoté A.,	née	le	28	août	1975

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1er mai 1995 au titre de son 4è enfant Arthur Polycarpe né le 19 avril 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à CENT TRENTE TROIS MILLE CENT QUARANTE NEUF (133.149) Francs pour compter du 1er JUILLET 1994 et à CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT QUATRE (199.724) Francs pour compter du 1er mai 1995.

Les retenues restant dues par Madame d'ALMEIDA Thérèse Dédé Djinemanou épouse AKUESON seront détruites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 863 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1990, pourcentage 75%) au montant annuel de UN MILLION CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE QUATRE (1.185.864) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADODJISSIH- BENISSAN Akuété akpakpa, Attaché d'Administration Principal 2è échelon du corps du personnel de l'Administration Générale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADODJISSIH- BENISSAN Akuété akpakpa, pour compter du 1er octobre 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci - après désignés :

Kokoufiaï,	née	le	18	mai	1966
Tétégan Nyonado,	née	le	15	février	1967
Dédé Sika,	née	le	03	mars	1967
Dédévi Biguy,	née	le	08	mai	1967
Koffi Tété,	né	le	14	février	1969
Tété Komi,	né	le	19	juin	1971

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE SIX (296.466) Francs pour compter du 1er octobre 1994.

M. ADODJISSIH-BENISSAN Akuété akpakpa pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (du 7<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

koko Efanam née le 02 mars 1975

Décision n° 864 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 700, pourcentage 75%) au montant annuel de QUATRE CENT TRENTE SIX MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT SEIZE (436.896) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à AMEGNAGLO Komi, Instituteur Adjoint 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à AMEGNAGLO Komi, pour compter du 1er septembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Abra,	née	le	12	septembre	1967
Yao,	née	le	30	octobre	1969
Kouamivi,	née	le	05	février	1972
Yawou,	née	le	24	octobre	1974
Afounon,	né	le	27	juillet	1975
Koffi Ezoba,	né	le	03	février	1978

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à CENT NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (109.224) Francs pour compter du 1er septembre 1994.

M. AMEGNAGLO Komi pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (du 7<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Edi,	né	le	08	juillet	1978
Kossi,	né	le	08	novembre	1981
Komlavi Ekubuè,	né	le	26	avril	1983
Adzowavi,	née	le	16	juillet	1984
Yao-Kouma,	né	le	13	août	1987
Akoffa Thérèse,	née	le	02	novembre	1991

- Les sommes restant dues par M. AMEGNAGLO Komi seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 865 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75%) au montant annuel de NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE QUATRE CENT SEIZE (967.416) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. HOUNNAKE N'SOUGAN Messan, Instituteur Principal 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est

fixée au 1er septembre 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. HOUNNAKE N'SOUGAN Messan, pour compter du 1er septembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Afanou Kouamivi,	née	le	18	mai	1966
Afagnona Kouamigan,	née	le	15	février	1967
Amouzou Dzromadji,	née	le	03	mars	1967
Adjoa Kpatagnon,	née	le	08	mai	1967
Afansinou Sénowo Aziadapou,	né	le	14	février	1969

Le montant annuel de la majoration prévue ci - dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE (193.484) Francs.

M. HOUNNAKE N'SOUGAN Messan, pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Abla Woboubé,	née	le	20	janvier	1981
Essenam Christine,	née	le	21	juin	1991
Venunye Pierre,	né	le	21	décembre	1993

- Les retenues restant dues par Mr. HOUNNAKE N'SOUGAN Messan seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 866 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Par application des dispositions de l'article 45 alinéa 3 de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991 une pension militaire proportionnelle (indice 850), pourcentage 19 % au montant annuel de CENT TRENTE QUATRE MILLE QUATRE CENT (134.400) Francs pour compter du 14 juillet 1990 au 22 mai 1991 et de (23,75 %) au montant annuel de CENT SOIXANTE HUIT MILLE (168.000) Francs pour compter du 23 mai 1991 est attribuée sur les fonds du Caisse de Retraites du Togo à Mr. CHAOLD Dansou Rigobert, Sergent Chef 4<sup>e</sup> échelon n° mle 12616 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

CHAOLD Dansou pourra prétendre pour compter du 14 juillet 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Pelagie née le 07 juin 1971.

- Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant l'arrêté n° 245 / MFE / CR du 07 juin 1973 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par la présente décision pour compter du 14 juillet 1990.

- Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 867 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 75%) au montant annuel de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE

**MILLE DUX CENT QUARANTE (1.092.240) FRANCS** est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADEKPUI Agora Blim, Infirmier d'Etat de classe exceptionnelle du corps du personnel de Médical et Technique de la Santé Publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADEKPUI Agora Blim, pour compter du 1er janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Léa,	née	le	21	mars	1965
Wiyau,	né	le	25	août	1967
Donga,	née	le	31	mars	1970
Yom,	née	le	18	décembre	1972
Afi Essodina,	née	le	16	mars	1976
Paguilamlong,	née	le	04	mai	1977

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à **DEUX CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SOIXANTE (273.060) FRANCS**.

M. ADEKPUI Agora Blim pour pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Hodalo,	née	le	1er	septembre	1980
Pidabiwé,	née	le	04	avril	1982
Tchitchaobélo,	née	le	1er	juillet	1982

- Les retenues restant dues par Mr. ADEKPUI Agora Blim au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 868 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile proportionnelle (indice 2500), (pourcentage 62,5%) au montant annuel de **UN MILLION TROIS CENT MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT QUATRE (1.300.284) FRANCS** est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGUIGAH Gbèdèvi Zikpi, Inspecteur de jeunesse et Sport 1<sup>ère</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1994.

M. AGUIGAH Gbèdèvi Zikpi pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci - après désignés - Nakpame Claude, né le 17 juillet 1980 - Goudjo Adodo, né le 26 juin 1985

Les retenues restant dues par M. AGUIGAH Gbèdèvi Zikpi au titre de la validation de ses services stagiaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 869 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1650, pourcentage 75%) au montant annuel de **UN MILLION VINGT NEUF MILLE HUIT VINGT HUIT (1.029.828) FRANCS** est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADZIWANOU Amou, Agent Technique principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la Santé, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1994.

- Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADZIWANOU Amou pour compter du 1er janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Hégnonamédé,	née	le	1er	septembre	1966
Kossi Kpadé,	né	le	25	mai	1969
Yaovi Edjossan,	né	le	17	juin	1971

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1er juillet 1994 au titre de son enfant Adjoto Essenam née le 19 juin 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à **CENT DEUX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT TROIS (102.983) FRANCS** pour compter du 1er janvier 1994 et à **CENT CINQUANTE QUATRE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE SEIZE (154.476) FRANCS** pour compter du 1er juillet 1994.

M. ADZIWANOU Amou pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Adjoto Essenam,	née	le	19	juin	1978
Essie,	née	le	29	mai	1983

M. DZIWANOU Amou ne pourra plus prétendre au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Adjoto Essenam née le 19 juin 1978 pour compter du juillet 1994.

- Les retenues restant dues par Mr. DZIWANOU Amou seront détruites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 870 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. PAROUTCHIA Tchinzé, Caporal 5<sup>e</sup> échelon n° mle 1658 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises pour compter du 1er juin 1994 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale **DEUX CENT QUARANTE TROIS MILLE QUATRE CENT VINGT (243.420) FRANCS** l'an au titre de ses enfants (du 1er au 3<sup>e</sup> rang) ci - après désignés :

Balakiyem,	né	le	12	juillet	1976
Tchao,	né	le	04	novembre	1977
Tchilalo,	née	le	17	avril	1978

- le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à **VINGT QUATRE MILLE TROIS CENT QUARANTE DEUX (24.342) FRANCS** pour compter du 1er juin 1995.

- Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, PAROUTCHIA Tchinzé ne pourra plus bénéficier des allocations familiales pour compter du 1er juin 1994 au titre de ses enfants ci - dessus désignés.

Décision n° 871 / CRT / DP du 26 / 12 / 95 - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. NATHATE Kolani Tindam, Adjudant 3<sup>e</sup> échelon n° mle 088 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale Togolaise pour compter du 1er juin 1994 une majoration pour enfant au taux de 10 % de sa pension principale **CINQ CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE CENT QUATRE VINGT (594.180) FRANCS**

Bamoin, né le 20 décembre 1965  
 Monnoblé, née le 12 septembre 1971  
 Dirayabté, née le 10 février 1973

- le montant annuel de la majoration est fixé à CIN-  
 QUANTENEUFMILLEQUATRECENTDIXHUIT(59.418)  
 pour compter du 1er juin 1994.

Décision n°872 / CRT / DP du 18 / 12 / 95 - Une  
 pension unique (indice 850, pourcentage 77,5%) d'un montant de  
 CINQ CENT QUARANTE HUIT MILLE DEUX CENT HUIT  
 (548.208) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de  
 veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du  
 Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme.  
 veuve TAGBA Bawarabawinée OURO - SALIM épouse de feu  
 TAGBA Adam, Maréchal des Logis - Chef n° mle 347 4è  
 échelon du corps du personnel des Forces Armées Togolaises  
 en retraite, décédé le 26 mars 1994.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe  
 IV alinea 2 de la loi 91 - 11 du 23 mai 1991, la pension de veuve  
 prévue à l'article 1er ci - dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites

du Togo à Mme TAGBA Bawarabawinée OURO - SALIM  
 épouse de feu TAGBA Adam, Maréchal des Logis - Chef une  
 pension viagère au montant annuel de CENT TRENTE SEPT  
 MILLE SEPT CENT DEUX (137.052) Francs pour compter du  
 1er janvier 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même Caisse  
 une pension temporaire d'orphelins, au montant annuel de  
 CINQUANTE QUATRE MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (54.828)  
 Francs pour compter du 1er avril 1994 à chacun des  
 orphelins mineurs ci-après désignés :

Samata,	née	le	13	juillet	1977
Saraalo,	née	le	17	septembre	1977
Tènè,	née	le	19	septembre	1977
Madougou,	né	le	29	avril	1978
Banabesse,	né	le	01	juin	1980
N'Bissi,	né	le	08	décembre	1980

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les  
 émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront  
 versés entre les mains de TAGBA Tguègnawé chargé de leur  
 tutelle.

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

#### Rôles

Décision n° 142 / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de  
 Mai à Août 1995 ci-dessous :

<u>N° des Rôles</u>	<u>Agences</u>	<u>Nature des contributions</u>	<u>Montant des Rôles</u>	<u>Total</u>
<b><u>BUDGET GENERAL</u></b>				
234	LOME	IRPP	1061 493	
	"	ISN	1452 455	
	"	TS	849 205	
235	LOME	IRPP	8 000	
	"	TC	54 000	
	"	ISN	26 980	
236	LOME	TP	187 259	
	"	TSFCB	72 222	
237	LOME	TP	159 109	
	"	TSFCB	21 667	
238	LOME	IRPP	27 000	
	"	ISN	70 368	
	"	TC	85 500	
239	LOME	TP	126 683	
	"	TSFCB	26 667	
				4 228 608

#### **BUDGET COMMUNAL**

234	LOME	TCS	157 175	
235	LOME	TC	18 000	
236	LOME	TP	280 888	
	"	TSFCB	108 334	
237	LOME	TP	238 664	
	"	TSFCB	32 500	
238	LOME	TC	28 500	
239	LOME	TP	190 024	
	"	TSFCB	40 000	
				1 094 085

#### **DIRECTION GENERALE DES IMPOTS**

236	LOME	TP	93 629	
	"	TSFCB	36 111	
237	LOME	TP	79 554	
	"	TSFCB	10 833	
239	LOME	TP	63 341	
	"	TSFCB	13 333	
				296 801
				<u>5 619 484</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 143 /DGI du 20 /12/95 - Sont pris en charge des rôles de régularisation des mois de juillet à septembre de l'exercice 1995 ci - dessous :

### BUDGET GENERAL

248	LOME	TP	245 378
249	LOME	TP	314 134
250	LOME	IRPP	5 054 238
	"	ISN	3 271 195
	"	TS	3 287 094
251	LOME	IRPP	994 376
	"	ISN	1 256 827
	"	TS	1 095 964
252	LOME	IRPP	11 000
	"	TC - IR	18 000
	"	ISN	35 050
253	LOME	IRPP	464 405 066
	"	ISN	24 567 059
	"	TS	199 945 545
254	LOME	IRPP	3 999 282
	"	ISN	1 141 153
	"	TS	1 275 385
255	LOME	TP	69 466

710986212

### BUDGET COMMUNAL

248	LOME	TP	368 068
249	LOME	TP	471 201
250	LOME	TCS	425 010
251	LOME	TCS	154 650
252	LOME	TC - IR	6 000
253	LOME	TCS	2 725 398
254	LOME	TCS	175 775
255	LOME	TP	104 200

4430 302

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

248	LOME	TP	122 689
249	LOME	TP	157 068
255	LOME	TP	34 734

314 491

715731005

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 144 /DGI du 20 /12/95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de septembre 1995 ci - dessous :

### BUDGET GENERAL

240	LOME	TP	251 376
	"	TSFCB	22 667
241	LOME	IRPP	376 176
	"	ISN	426 094
	"	TS	687 708
242	LOME	IRPP	116 075



"	ISN	108 677	
"	TC - IR	91 250	
			2080023

**BUDGET COMMUNAL**

240	LOME	TP	377 065	
	"	TSFCB	34 000	
241	LOME	TCS	112 382	
242	LOME	TC - IR	45 000	
				568 447

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

240	LOME	TP	125 688	
	"	TSFCB	11 333	
				<u>137021</u>
				<u>2 785 491</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 145 /DGI du 20 /12/95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de Juin à Août 1995 ci-dessous :

**BUDGET GENERAL**

224	LOME	IRTR	1 447 110	
225	LOME	TC - IR	5 250	
	"	IRTR	10 840 280	
				12 292 640

**BUDGET COMMUNAL**

225	LOME	TC - IR	1 500	
	"	TC (Taxe civique)	6 750	
				8250

**COMPTE HORS BUDGET  
410 - 100**

224	LOME	PENALITES	447 655	
225	"	PENALITES	1 091 139	
				<u>1 538 794</u>
				<u>13 839 684</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 146 /DGI du 20 /12/95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des mois de Juillet, Août et Septembre de l'exercice 1995 ci-dessous :

**BUDGET GENERAL**

242	LOME	TP	1047765	
	"	TSFCB	6 666	
243	LOME	TP	233 318	
	"	TSFCB	18 334	
244	LOME	TP	107 033	
	"	TSFCB	23 333	
245	LOME	IRPP	444 073	
	"	ISN	239 575	
	"	TS	847 260	
246	LOME	ISN	18 400	
	"	TC-IR	40 500	
247	LOME	IRTR	8 540 684	
	"	TC-IR	6 750	
				11 573 691

**BUDGET COMMUNAL**

242	LOME	TP	1 571 655	
	"	TSFCB	10 000	
243	LOME	TP	349 974	
	"	TSFCB	27 500	
244	LOME	TP	160 550	
	"	TSFCB	35 000	
245	LOME	TCS	138 225	
246	LOME	TC-IR	13 500	
247	LOME	TC-IR	2 250	
	"	Taxe Civique	9 000	
				2 317 654

**COMPTE HORS BUDGET**

247	LOME	PENALITE	25 225	
				25 225

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

247	LOME	TP	523 885	
	"	TSFCB	3 334	
243	LOME	TP	116 658	
	"	TSFCB	9 166	
244	LOME	TP	53 517	
	"	TSFCB	11 667	
				718 227
				<u>14 634 797</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 147 / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des mois de Juillet, Août et septembre 1995 ci-dessous :

**BUDGET GENERAL**

237	LOME	IRPP	64 802	
	"	TC-IR	101 100	
	"	ISN	139 260	

238	LOME	IRPP	12 395 020
	"	ISN	5 258 736
	"	TS	2 452 350
239	LOME	IRPP	4 808 371
	"	ISN	1 583 192
	"	TS	1 940 460
240	LOME	IRPP	368 845
	"	ISN	167 286
	"	IMF	1 231 500
	"	FNI	123 150
	"	TC - IR	109 866
241	LOME	IRPP	119 900
	"	ISN	81 784
	"	TC - IR	94 818

31 040 440

**BUDGET COMMUNAL**

237	LOME	TC - IR	33 700
238	LOME	TCS	417 116
239	LOME	TCS	197 131
240	LOME	TC - IR	36 622
241	LOME	TC - IR	31 606

716 17531 756 615

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 148 /DGIDU 20/ /12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts des mois de Juillet Août et Septembre 1995 ci-dessous :

**BUDGET GENERAL**

49	Kozah	TF	190 367
50	Kozah	TP	191 029
51	Kozah	IRTR	991 890
52	Kozah	IRPP	3 793 929
	"	INS	2 904 481
	"	TS	2 172 028
53	Kozah	IRPP	124 023
	"	ISN	139 977
54	Kéran	IRTR	3 750
55	Kéran	IRPP	31 676
	"	ISN	57 549
56	Binah	ISN	93 839
57	Binah	IRTR	47 665
58	Doufelgou	IRTR	6 300
59	Doufelgou	IRPP	4 339
	"	ISN	29 823

10 782 665

**BUDGET COMMUNAL**

49	Kozah	TF	285 550
50	Kozah	TP	286 543
52	Kozah	TCS	245 500
53	Kozah	TCS	221 250

55	Kéran	TCS	22 000
56	Binah	TCS	17 250
59	Doufelgou	TCS	10.000

1 088 093

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

49	Kozah	TF	95 183
50	Kozah	TP	95 514
	"	TSFCB	10 833

190 697

12061445

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 149/MEF/DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de Mai à Août 1995 ci - dessous :

### BUDGET GENERAL

228	LOME	IRPP	33 400
	"	ISN	106 000
	"	TC - IR	85 500
229	LOME	IRPP	159 690
	"	ISN	185 165
	"	TC - IR	106 120
230	LOME	IRPP	724 484
	"	ISN	1 596 767
	"	TS	1 229 331
231	LOME	IRPP	706 652
	"	ISN	1 095 603
	"	TS	919 140
232	LOME	IRPP	419 647
	"	ISN	787 871
	"	TS	993 726
233	LOME	TP	82 398
	"	TSFCB	116 667

9348 161

### BUDGET COMMUNAL

228	LOME	TC - IR	28 500
229	LOME	TC - IR	34 500
230	LOME	TCS	180 493
231	LOME	TCS	161 125
232	LOME	TCS	102 750
233	LOME	TP	123 598
	"	TSFCB	175 000

805 966

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

233	LOME	TP	41 199
	"	TSFCB	58 333

99 532

10253659

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 150 / MEF / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de Janvier à Mars 1995 ci - dessous :

### BUDGET GENERAL

18	ZIO	TC - IR	46 000
	"	TS	496 718
	"	ISN	1 234 548
	"	IRPP	7 427 625
19	GOLFE	IRPP	128 680
	"	ISN	28 590
	"	TS	33 625
	"	IMF	500 000
	"	TC - IR	1 500
20	GOLFE	IMF	302 475
	"	FNI	9 785
	"	IRPP	28 332
	"	BIC	257 195
	"	TS	135 406
	"	TC - IR	79 725
	"	ISN	225 283
	"	IMF	302 475
	"	IRPP	128 680
	"	TS	33 025
	"	TC - IR	1 500
	"	ISN	28 590
			11 430 947

### BUDGET PREFECTORAL

18	ZIO	TCS	38 750
19	GOLFE	TC - IR	6 000
20	GOLFE	TCS	5 250
	"	TC - IR	15 000
	"	TCS	5 250
21	GOLFE	TC - IR	1 500
			58 250
			11 489 197

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature :

Décision n° 151 / MEF / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts 3<sup>e</sup> Trimestre 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

29	YOTO	TP	14 417
30	YOTO	TF	11 500
31	YOTO	IRTR	1 594 345
32	YOTO	IRPP	51 744
	"	TC - IR	35 534
	"	ISN	395 115
33	YOTO	IMF	121 317
	"	FNI	13 616
	"	TS	48 959
34	VO	IRTR	112 380
	"	IRPP	711 972
	"	TC - IR	6 000

	"	ISN	406 722	
35	VO	TP	2 070	
	"	TSFCB	6 667	
36	VO	TF	703 666	
37	VO	TS	11 458	
				4247482

**BUDGET COMMUNAL**

34	VO	TC - IR	3 000	
35	VO	TP	3 100	
	"	TSFCB	10 000	
36	VO	TF	1055 000	
37	VO	TCS	18 000	
		Taxe sur les spectacles	214 000	
				1303100

**BUDGET PREFECTORAL**

29	YOTO	TP	21 625	
	"	TSFCB	12 500	
	"	TF	17 250	
32	YOTO	TC - IR	17 762	
	"	TCS	38 000	
				107137

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

29	YOTO	TP	7 208	
	"	TSFCB	4 166	
30	YOTO	TF	5 734	
35	VO	TSFCB	33 334	
	"	TP	1 034	
36	VO	TF	351 833	
				403308

**COMPTE HORS BUDGET**

32	YOTO	PENALITES	51 641	
	VO	PENALITES	9 625	
				61 206
				6 122 293
				=====

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 152 / DGI du 20 /12/95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois d'Octobre 1995 ci-après :

**BUDGET GENERAL**

266	LOME	IRTR	8 992 421	
		TC	1 500	
267	LOME	TF	78 586	
268	LOME	TP	850 245	
				9922752



**BUDGET COMMUNAL**

267	LOME	TF	117 879	
268	LOME	TP	1275 369	
				1393 248

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

267	LOME	TF	39 293	
268	LOME	TP	425 123	
				464 416

**COMPTE HORS BUDGET  
410 - 100**

266	LOME	PENALITES	48 005	
				48 005
				<u>11 828 421</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 153 / MEF / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du 1er, 2è et 3è trimestre 1995, (Recettes Trésor) ci - après :

**BUDGET GENERAL**

260	LOME	IRPP	597 503	
	"	ISN	34 819 489	
	"	TP	10 474 820	
	"	TF	6 688 754	
261	LOME	IRPP	575 251 224	
	"	ISN	353 313 846	
	"	IS	222 104	
	"	TP	80 440	
	"	TSFCB	72 799	
262	LOME	IRPP	390 277 355	
	"	ISN	22 770 835	
	"	IS	1 460 512	
	"	TC - IR	396 525	
	"	TP	38 335	
	"	TF	4 003 830	
				1 400 468 271

**BUDGET COMMUNAL**

260	LOME	TCS	28 662 474	
	"	TP	15 712 230	
	"	TF	10 033 134	
	"	TOM	102 920	
261	LOME	TCS	505 885	
	"	TP	120 660	
	"	TSFCB	109 199	
262	LOME	TCS	18 379 429	
	"	TC - IR	132 175	
	"	TP	57 498	
	"	TF	6 005 745	
				79 821 349

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

260	LOME	TP	5237410	
	"	TF	3344377	
261	LOME	TP	40223	
	"	TSFCB	36401	
262	LOME	TF	2001915	
	"	TP	19166	
				10679492
				<u>1490969112</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 154 /DGI du 20 /12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du Mois de Décembre 1995 ci - après :

**BUDGET GENERAL**

43	TSEVIE	TC - IR	81500	
	"	IRPP	467658	
	"	ISN	82282	
	"	IRTR	36095	
44	TSEVIE	TP	125500	
	"	TSFCB	10000	
				803035

**BUDGET COMMUNAL**

43	TSEVIE	TC - IR	17000	
	"	TCS	7500	
	"	TaxeCivique	1500	
44	TSEVIE	TP	188250	
	"	TSFCB	15000	
				229250

**BUDGET PREFECTORAL**

45	ZIO	TCS	300000	
				300.000

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

44	TSEVIE	TP	62750	
	"	TSFCB	5000	
				67750
				<u>1400035</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 155 /DGI du 20 /12/95 - Sont approuvés et rendu exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - dessous :

### BUDGET GENERAL

258	LOME	TP	832 405	
	"	TSFCB	160 000	
259	LOME	IRPP	181 500	
	"	ISN	291 755	
	"	IMF	67 440	
	"	FNI	22 480	
	"	TC	148 900	
				1 704 480

### BUDGET COMMUNAL

258	LOME	TP	1 248 608	
	"	TSFCB	240 000	
259	LOME	TC - IR	49 500	
				1 538 108

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

258	LOME	TP	416 203	
	"	TSFCB	80 000	
				496 203

### COMPTE HORS BUDGET 410 - 100

259	LOME	PENALITES	47 799	
				47 799
				<u>3 786 590</u>

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de TROIS MILLIONS SEPT CENT QUATRE VINGT SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX est fixé au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 156 /DGI du 20 /12/95 - Sont approuvés et rendu exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

269	LOME	IMF	12 290 325	
	"	IR	605 460	
	"	IS	1 690 000	
	"	ISN	349 248	
	"	FNI	4 992 120	
	"	TC - IR	140 865	
270	LOME	TP	806 034	20 874 052

### BUDGET COMMUNAL

269	LOME	TC - IR	10 500	
270	LOME	TP	1 209 052	

1219 552

**DIRECTION GENERALE DES**  
**IMPÔTS**

270	LOME	TP	403 017	403 017
-----	------	----	---------	---------

**COMPTE HORS BUDGET**  
**410 - 100**

269	LOME	PENALITES	385 000	385 000
				22 881 621

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de VINGT DEUX MILLIONS HUIT CENT QUATRE VINGT ET UN MILLE SIX CENT VINGT ET UN FRANCS est fixé au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 157 / DGI du 20 / 12 / 95 - sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - après :

**BUDGET GENERAL**

263	LOME	IMF	1 241 075	
	"	FNI	4 104 300	
	"	IS	1 998 400	
	"	IRPP	5 557 540	
	"	ISN	2 972 364	
	"	TC - IR	1 406 725	
				17 280 404

**BUDGET COMMUNAL**

263	LOME	TC - IR	178 500	
				178 500

**COMPTE HORS BUDGET**  
**410 - 100**

263	LOME	PENALITES	70 000	70 000
				17 528 904

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de DIX SEPT MILLIONS CINQ CENT VINGT HUIT MILLE NEUF CENT QUATRE FRANCS est fixé au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 158 / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts des mois d'Octobre, Novembre 1995 ci - après :

**BUDGET GENERAL**

27	GOLFE	TP	89 933	
28	"	TF	20 417	
29	"	IRPP salaires	154 942	
	"	IS	30 448	
		ISN	187 046	
		IRPP-BIC	300 000	
30	"	IRPP salaires	240 331	
	"	ISN	119 854	
	"	TC-IR	1 500	
32	AVE	TP	405 417	
	"	TSFCB	15 000	
				1 564 888

**BUDGET COMMUNAL**

27	GOLFE	TP	1 349 000	
28	"	TF	30 625	
29	"	TCS	38 000	
30	"	TCS	18 125	
				221 650

**BUDGET PREFECTORAL**

32	AVE	TP	608 126	
	"	TSFCB	22 500	
				630 625

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

27	GOLFE	TP	44 967	
28	GOLFE	TF	10 208	
32	AVE	TP	202 729	
	"	TSFCB	7 500	
				265 404

---



---

2 682 567

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 159 / DGI du 29 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts des mois de : Août à Novembre 1995 ci - après :

**BUDGET GENERAL**

38	ZIO	ISN	83 895	
	"	IRPP	30 890	
	"	TC-IR	20 890	
39	ZIO	TP	208 100	
	"	TSFCB	5 000	
40	TSEVIE	TF	35 627	
41	TSEVIE	TP	225 407	

42	TSEVIE	TSFCB	6 667	
	"	TC	71 200	
	"	ISN	268 259	
	"	IRPP	9 520	
	"	IMF	170 700	
	"	FNI	12 120	
	"	IRTR	2 818 345	
				3 966 284

**BUDGET COMMUNAL**

40	TSEVIE	TF	52 900	
41	TSEVIE	TP	338 112	
	"	TSFCB	10 000	
42	TSEVIE	TC	105 000	
				506 012

**BUDGET PREFECTORAL**

38	ZIO	TC - IR	10 277	
	"	TCS	409 250	
	"	TC	3 000	
39	"	TP	312 150	
	"	TSFCB	7 500	
				742 177

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

39	ZIO	TP	104 050	
40	TSEVIE	TSFCB	2 500	
	"	TF	17 633	
41	TSEVIE	TP	112 704	
	"	TSFCB	3 333	
				240 220
				<u>6 784 629</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 160/DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci - après

**BUDGET GENERAL**

52	SOKODE	TP	424 878	
	"	TSFCB	8 334	
53	SOKODE	ISN	831 954	
	"	IRPP	798 379	
	"	TS	70 741	
	"	TC - IR	45 000	
	"	IS	303 936	
	"	TF	84 871	
	"	IRTR	4 198 299	
54	SOTOUBOUA	TP	12 000	
	"	TSFCB	6 666	



55	BLITTA	TSFCB	8 332	
56	SOTOUBOUA	TF	58 332	
57	BLITTA	IRPP	177 353	
	"	ISN	110 556	
	"	IRTR	10 220	
58	SOTOUBOUA	IRTR	546 218	
	"	ISN	530 894	
	"	IRTR	215 490	
				8 442 453

**BUDGET COMMUNAL**

52	SOKODE	TP	637 314	
	"	TSFCB	12 501	
53	SOKODE	TCS	181 660	
	"	TC-IR	15 000	
				973 789

**BUDGET PREFECTORAL**

54	SOTOUBOUA	TP	18 000	
	"	TSFCB	10 001	
55	BLITTA	TSFCB	12 501	
56	SOTOUBOUA	TF	87 498	
57	BLITTA	TCS	25 375	
58	SOTOUBOUA	TCS	56 875	
				210 250

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

52	SOKODE	TP	212 439	
	"	TSFCB	4 165	
53	SOKODE	TF	42 438	
54	SOTOUBOUA	TP	6 000	
	"	TSFCB	3 333	
55	BLITTA	TSFCB	4 167	
56	STOUBOUA	TF	29 166	
				<u>301 708</u>
				<u>9 928 200</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 161 / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du 3<sup>e</sup> trimestre 1995 ci - après :

**BUDGET GENERAL**

23	ANEHO	TP	165 494	
24	ANEHO	TF	58 058	
25	LACS	TP	83 390	
26	LACS	IRTR	2 622 864	
				2 929 806

**BUDGET COMMUNAL**

23	ANEHO	TP	248 241	
24	ANEHO	TF	87 087	
				335 328

**BUDGET PREFECTORAL**

25	LACS	TP	125 085	
				125 085

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

23	ANEHO	TP	82 747	
24	ANEHO	TF	29 029	
25	LACS	TP	41 695	
				<u>153 471</u>
				<u>3 543 690</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 162 / MEF/DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois de novembre 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

277	LOME	IRPP	28 000	
	"	TC - IR	9 000	
278	LOME	IRPP	330 139	
	"	ISN	87 128	
	"	TS	546 132	
279	LOME	IRPP	7 318 177	
	"	ISN	2 538 224	
	"	TS	7 765 340	
280	LOME	IMF	5 085 115	
	"	FNI	347 470	
	"	IS	933 500	
	"	IRPP	1 062 337	
	"	TC - IR	89 875	
	"	ISN	193 574	
281	LOME	TP	959 288	
	"	TSFCB	13 334	
282	LOME	TF	614 843	
				27 834 348

**BUDGET COMMUNAL**

277	LOME	TC - IR	3 000	
278	LOME	TCS	78 758	
279	LOME	TCS	442 625	
280	LOME	TC - IR	30 500	
281	LOME	TP	1 438 932	
	"	TSFCB	20 000	
282	LOME	TF	997 256	
	"	TOM	74 992	
				3 086 063

**DIRECTION GENERALE DES**  
**IMPÔTS**

281	LOME	TP	479 645
	"	TSFCB	6 666
282	LOME	TF	307 421

793 732

31 714 143

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 163 /DGI du 20 / 12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du 3<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci - après :

**BUDGET GENERAL**

31	LACS	IMF	158 625
	"	IRPP	740 998
	"	ISN	846 931
	"	TC - IR	13 500

1 776 020

**BUDGET COMMUNAL**

31	LACS	TC - IR	4 500
	"	TCS	103 115
	"	TC	3 000

110 615

1 886 635

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 164 /DGI du 20 / 12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois de novembre 1995 ci - après :

**BUDGET GENERAL**

283	LOME	IRPP	767 098 253
	"	ISN	274 276 527
	"	TS	85 897 885

1 127 272 665

**BUDGET COMMUNAL**

31	LOME	TCS	22 100 938
----	------	-----	------------

22 100 938

1 149 373 603

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 165 /DGI du 20 /12/95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois de novembre 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

59	BAFILO	TP	68 067	
60	ASSOLI	IRPP	13 377	
	"	IRTR	118 015	
				199 459

### BUDGET COMMUNAL

69	BAFILO	TP	102 100	
60	ASSOLI	TC	22 750	
				124 850

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

59	BAFILO	TP	34 033	
				<u>34 033</u>
				<u>358 342</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 166 /DGI du 20 /12/95 - Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

34	GOLFE	TF	1 193 050	
35	GOLFE	IRPP	5 890 157	
	"	TS	3 648 091	
36	TSEVIE	IMF	1 134 960	
	"	FNI	283 740	
37	TSEVIE	TP	56 280	
				12 206 278

### BUDGET PREFECTORAL

34	GOLFE	TF	1 789 575	
				1 789 575

### BUDGET COMMUNAL

37	TSEVIE	TP	84 420	
				84 420

### DIRECTION GERNERALE DES IMPÔTS

34	GOLFE	TF	596 525	
37	TSEVIE	TP	28 140	
				624 665

### COMPTE HORS BUDGET

35	GOLFE	PENALITES	6 769 676	
				<u>6 769 676</u>
				<u>21 474 654</u>

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de VINGT ET UN MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SIX CENT CINQUANTE QUATRE FRANCS est fixée au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 167 / DGI du 20 / 12 / 95 - Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

51	SOKODE	IMF	857 460	
	"	FNI	285 820	
	"	IRPP	74 560	
	"	TC - IR	14 140	
				1 231 980

### BUDGET COMMUNAL

51	SOKODE	TC - IR	4 500	
				4 500
				1 236 480

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de UN MILLION DEUX CENT TRENTE SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT est fixée au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 168 / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - dessous :

### BUDGET GENERAL

271	LOME	IRPP	806 440	
	"	ISN	479 410	
	"	TC - IR	219 815	
272	LOME	TP	423 066	
				1 928 731

### BUDGET COMMUNAL

271	LOME	TC - IR	42 000	
272	LOME	TP	634 599	
				676 599

### COMPTE HORS BUDGET

#### 410 - 100

271	LOME	PENALITES	368 974	
272	LOME	PENALITES	308 075	
				677 049

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

272	LOME	TP	211 535	
				211 535
				3 493 914

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de TROIS MILLIONS QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE NEUF CENT QUATORZE est fixé au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 169 / DGI du 20 / 12 / 95 - Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

22	GOLFE	IMF	913 410	
	"	ISN	724 465	
	"	IRPP	3 552 330	
	"	TC - IR	344 865	
				5 535 070

### BUDGET COMMUNAL

22	GOLFE	TC - IR	114 955	
				114 955
				<u>5 650 025</u>

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de CINQ MILLION DEUX SIX CENT CIN QUANTE MILLE VINGT CINQ FRANCS est fixée au 22 Décembre 1995

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 170 / DGI du 20 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois de Novembre 1995, ci - après :

### BUDGET GENERAL

273	LOME	TP	71 850	
274	LOME	ISN	3 000	
	"	TC - IR	4 500	
275	LOME	IRPP	1 844 141	
	"	ISN	194 733	
	"	TS	1 025 810	
276	LOME	TP	73 833	
	"	TSFCB	66 667	
				3 284 534

### BUDGET COMMUNAL

273	LOME	TP	107 775	
274	LOME	TC - IR	1 500	
275	LOME	TCS	178 300	
276	LOME	TP	110 750	
	"	TSFCB	100 000	
				498 325

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

273	LOME	TP	35 925	
274	LOME	TP	36 917	
282	"	TSFCB	33 333	
				106 175
				<u>3 889 034</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.



Décision n° 171 /DGI du 29 /12/ 95 - Sont approuvés et rendus exécutoire les rôles de l'exercice 1995, ci - après :

### BUDGET GENERAL

284	LOME	TF	1 275 983	
285	LOME	TF	747 500	
286	LOME	TF	1 410 833	
				3 434 316

### BUDGET COMMUNAL

284	LOME	TF	1 913 975	
	"	TOM	759 876	
274	LOME	TF	1 121 250	
	"	TOM	519 470	
276	LOME	TF	2 116 250	
	"	TOM	828 180	
				7 259 001

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

284	LOME	TF	637 992	
285	LOME	TF	373 750	
286	LOME	TF	705 417	
				1 717 159
				<u>12 410 476</u>

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de DOUZE MILLIONS QUATRE CENT DIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE SEIZE FRANCS est fixée au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 172 /DGI du 20 /12/ 95 - Sont pris en charge les rôles de régulation des recettes des Impôts du mois d'Octobre 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

264	LOME	IRPP	463 077	
	"	TC	134 250	
	"	ISN	184 465	
	"	IMF Véhicule	2 840 000	
	"	FNI	68 435	
265	LOME	IRPP	8 874 624	
	"	ISN	2 230 816	
	"	IS	668 053	
	"	TC - IR	305 791	
				21 782 000
				<u>21 782 000</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 173 /DGI du 29 /12/95 - Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

234	LOME	TF	943 900	
235	LOME	TP	2 483 905	
272	LOME	IMF	265 300	
	"	FNI	2 876 875	
				6 569 980

### BUDGET COMMUNAL

234	LOME	TF	1 415 850	
	LOME	TOM	626 750	
235	LOME	TP	3 725 859	
				5 768 459

### DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

234	LOME	TF	471 950	
235	LOME	TP	1 241 952	
				1 713 902

### COMPTE HORS BUDGET

236	LOME		35 000	
				35 000
				<u>14 087 341</u>

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de QUATORZE MILIONS QUATRE VINGT SEPT MILLE TROIS CENT QUARANTE ET UN FRANCS est fixée au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 174 /DGI du 29 /12/95 - Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - après :

### BUDGET GENERAL

256	LOME	IMF	8 443 124	
	"	FNI	2 940 248	
	"	IS	1 258 587	
	"	IRPP	239 620	
	"	TC	44 929	
	"	ISN	51 875	
257	LOME	TP	765 666	
				13 744 049

### BUDGET COMMUNAL

256	LOME	TC	14 976	
257	LOME	TP	1 148 499	
				1 163 475

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

257	LOME	TP	382 833	382 833
-----	------	----	---------	---------

**COMPTE HORS BUDGET  
410 - 100**

256	LOME	PENALITES	1 927 320	
257	LOME	PENALITES	323 527	
				<u>2 250 847</u>
				<u>17 541 204</u>

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de DIX SEPT MILLIONS CINQ CENT QUARANTE ET UN MILLE DEUX CENT QUATRE FRANCS est fixée au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 176 / DGI du 29 / /12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du 4<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

51	OGOU	IRTR	2 393 080	
52	WAWA	TP	52 820	
	"	TSFCB	1 734	
	"	TF	30 604	
	"	TC - IR	22 500	
53	HAHO	IRPP	23 919	
	"	ISN	68 640	
	"	TC - IR	2 250	
	"	TP	97 754	
54	EST MONO	TP	186 334	
	"	TC - IR	168 750	
	"	ISN	9 116	
55	MOYEN MONO	IRPP	2 000	
	"	ISN	64 743	
	"	TSFCB	28 334	
				3 152 578

**BUDGET PREFECTORAL**

52	WAWA	TC - IR	51 000	
	"	TCS	79 230	
	"	TCS	45 905	
	"	TC - IR	2 598	
	"	TP	7 500	
53	"	TP	146 631	
	"	TCS	1 448 378	
	"	TC - IR	2 250	
54	EST MONO	TP	279 498	
	"	TC - IR	56 250	
	"	TCS	3 750	
55	MOYEN MONO	TSFCB	42 498	
	"	TCS	17 500	
				2 182 948

**COMPTE HORS BUDGET**  
**410 - 100**

51	OGOU	IRTR	1 406	1 406
----	------	------	-------	-------

**DIRECTION GENERALE DES**  
**IMPÔTS**

52	WAWA	TP	26 410	
	"	TSFCB	866	
	"	TF	15 301	
53	HAHO	TP	48 877	
	EST MONO	TP	93 166	
	MOYEN MONO	TSFCB	14 168	
				198 788
				<u>5 535 720</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 179 /DGI du 29 /12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois de du 3è et 4è trimestre de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

65	KERAN	TP	104 700	
	"	TSFCB	3 333	
	"	TC - IR	85 125	
66	"	IRPP	51 396	
67	"	IRTR	24 975	
68	DOUFELGOU	IRPP	65 167	
	"	ISN	82 135	
69	"	ISN	28 000	
	"	TC - IR	9 000	
70	"	IRTR	9 145	
				462 976

**BUDGET PREFECTORAL**

65	KERAN	TP	157 050	
	"	TSFCB	5 000	
	"	TC - IR	28 375	
66	"	TCS	9 250	
68	DOUFELGOU	TCS	47 000	
69	DOUFELGOU	TC - IR	3 000	
				249 675

**DIRECTION GENERALE DES**  
**IMPÔTS**

65	KERAN	TP	52 350	
	"	TSFCB	1 667	
				54 017
				<u>766 668</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 181 / DGI du 29 /12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de l'exercice 1995, ci - après :

### BUDGET GENERAL

64	SOTOUBOUA	IRPP	855 836
	"	ISN	128 751
	"	IRTR	326 775
65	SOTOUBOUA	IMF	203 758
66	BLITTA	ISN	34 036
	"	TC - IR	12 375
	"	IRTR	96 555
67	ASSOLI	ISN	34 444
	"	IRTR	107 785
68	TCHAMBA	IRTR	278 880
69	SOKODE	ISN	24 086
	"	IRPP	20 178
	"	TS	15 463
	"	TC - IR	28 125
			<u>2 167 047</u>
			<u>2 167 047</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 182 / DGI du 29 / 12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de l'exercice 1995, ci - après :

### BUDGET GENERAL

31	VO	TP	582 689
	"	TSFCB	13 334
32	VO	TF	36 918
33	VO	IRPP	151 577
	"	TS	98 573
	"	IRTR	150 600
	"	ISN	91 335
34	YOTO	IMF	25 567
	"	FNI	5 920
	"	IRPP	164 148
	"	TS	127 583
	"	TC - IR	107 944
	"	IRTR	1 451 986
	"	ISN	447 589
35	YOTO	TP	201 067
	"	TSFCB	24 066
36	TABLIGBO	TF	149 457
			<u>3 830 353</u>

### BUDGET PREFECTORAL

31	VO	TP	874 032
	"	TSFCB	19 999
32	VO	TF	55 374
33	VO	TCS	34 936
34	YOTO	TC - IR	35 981

	"	TCS	88 084	
35	YOTO	TP	301 600	
	"	TSFCB	36 100	
				1 446 106

**BUDGET COMMUNAL**

36	TABLIGBO	TF	224 183	224 183
----	----------	----	---------	---------

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

31	VO	TP	291 344	
	"	TSFCB	6 667	
32	VO	TF	18 458	
35	YOTO	TP	100 533	
	"	TSFCB	12 034	
36	TABLIGBO	TF	74 727	
				503 763

**COMPTE HORS BUDGET  
410 - 100**

33	VO	PENALITES	10 780	
				10 780
				6 015 185

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 183 / DGI du 29 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

42	OTI	IRPP	3 516	
	"	ISN	22 208	
43	TANDJOARE	IRPP	128 862	
44	DAPAONG	IRPP	11 500	
	"	TC - IR	27 000	
	"	TP	17 335	
45	DAPAONG	TP	6 300	
46	TONE	TP	4 166	
	"	TC - IR	7 875	
47	TONE	IRPP	42 522	
48	DAPAONG	IRPP	3 475 836	
	"	ISN	104 254	
49	OTI	TP	25 000	
	"	TC - IR	94 500	
50	DAPAONG	IRTR	725 015	
51	OTI	TP	18 166	
36	"	TSFCB	10 000	

4 751 055



**BUDGET PREFECTORAL**

42	OTI	TCS	43 250
43	TANDJOARE	TCS	15 500
46	TONE	TP	6 249
	"	TC - IR	2 625
47	TONE	TCS	56 875
49	OTI	TP	37 500
51	"	TC - IR	31 500
	OTI	TP	27 249

235 748

**BUDGET COMMUNAL**

44	DAPAONG	TC - IR	9 000
	"	TP	25 999
45	DAPAONG	TP	9 450
48	DAPAONG	TCS	299 375

343 824

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

44	DAPAONG	TP	8 666
45	DAPAONG	TP	3 150
46	TONE	TP	2 085
49	OTI	TP	12 500
51	OTI	TP	9 085
	"	TSFCB	5 000

40 486

5 380 113

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 184 / DGI du 29 /12/95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

70	SOTOUBOUA	TP	162 662
	"	TC - IR	28 125
71	BLITTA	TP	220 634
	"	TSFCB	3 334
72	TCHAMBA	TP	86 916
73	SOKODE	TF	337 370
74	SOKODE	TF	138 786
75	BLITTA	TF	1 500
76	SOTOUBOUA	TF	19 444

998 771

**BUDGET PREFECTORAL**

70	SOTOUBOUA	TP	243 993
	"	TC - IR	9 375
71	BLITTA	TP	330 951

	"	TSFCB	5 000
72	TCHAMBA	TP	130376
75	BLITTA	TF	2 250
76	SOTOUBOUA	TF	29 166

751 111

**BUDGET COMMUNAL**

73	SOKODE	TP	506 054
74	SOKODE	TF	208 182

714 236

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

70	SOTOUBOUA	TP	81 333
71	BLITTA	TP	110 315
	"	TSFCB	1 666
72	TCHAMBA	TP	43 458
73	SOKODE	TP	168 685
74	SOKODE	TF	69 394
75	BLITTA	TF	750
76	SOTOUBOUA	TF	9 722

485 3232 949 430

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 185 /DGI du 29 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

287	LOME	IRPP	424 482 671
	"	ISN	4310400
	"	TS	140 564 218
288	LOME	TSFCB	66 667
289	LOME	TF	172 834
290	LOME	TP	782 589

570 379 379

**BUDGET COMMUNAL**

287	LOME	TCS	2 696 901
288	LOME	TSFCB	100 000
289	LOME	TF	267 650
	"	TOM	8 400
290	LOME	TP	1 173 883

4 246 834

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

288	LOME	TSFCB	33 333
289	LOME	TF	86 417
290	LOME	TP	391 295

511 045

575 137 258

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 186 / DGI du 29 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation de recettes des Impôts de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

291	LOME	TP	128 950
	"	TSFCB	48 333
292	LOME	ISN	347 948
	"	TC - IR	76 500
293	LOME	ISN	314 940
	"	IRPP	991 701
	"	TS	1 713 307

3 621 679

**BUDGET COMMUNAL**

291	LOME	TP	193 425
	"	TSFCB	72 500
292	LOME	TC - IR	25 500
293	LOME	TCS	159 490

451 365

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

291	LOME	TP	64 475
	"	TSFCB	24 167

88 642

4 161 686

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 187 / DGI du 29 / 12 / 95 - Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci - après

**BUDGET GENERAL**

294	LOME	TF	1 476 216
295	LACS	TF	41 730 351
296	ZIO	TF	20 407 58
297	VO	TF	17 632 143

62 879 468

**BUDGET COMMUNAL**

294	LOME	TF	2 214 324
-----	------	----	-----------

2214324

**BUDGET PREFECTORAL**

295	LACS	TF	62595527
296	ZIO	TF	3061136
297	VO	TF	26448214

92104877

**DIRECTION GENERALE DES  
IMPÔTS**

294	LOME	TF	738 108
295	LACS	TF	20865176
296	ZIO	TF	1020379
297	VO	TF	8816071

31439734

188638403

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de CENT QUATRE VINGT HUIT MILLIONS SIX CENT TRENTE HUIT MILLE QUATRE CENT TROIS FRANCS est fixée au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 188 /DGI du 29 / 12 / 95 - Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

298	LOME	IRPP	584 220
	"	ISN	286 111
	"	IMF	392 625
	"	FNI	132 603
	"	TC - IR	145 055
299	LOME	TP	74 837
	"	TSFCB	13 333

1 637 784

**BUDGET COMMUNAL**

298	LOME	TC - IR	19 500
299	LOME	TP	112 442
	"	TSFCB	20 000

151 942

**COMPTE HORS BUDGET  
410 - 100**

298	LOME	PENALITES	104 071
-----	------	-----------	---------

104071

**DIRECTION GENERALE DES**  
**IMPÔTS**

299	LOME	TP	37 605	
	"	TSFCB	6 667	
				44 272
				<u>1938069</u>

La date de la mise en recouvrement des rôles ci - dessus s'élevant à la somme de UN MILLION NEUF CENT TRENTE HUIT MILLE SOIXANTE NEUF FRANCS est fixée au 22 Décembre 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 189 / DGI du 29 / 12 / 95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois d'Octobre et Décembre de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

300	LOME	IRPP	5 619 181	
	"	ISN	1 019 525	
	"	TS	2 497 569	
301	LOME	IMF	1 860 897	
	"	FNI	166 770	
	"	IRPP	368 300	
	"	TC - IR	149 325	
	"	ISN	374 936	
302	LOME	TP	366 868	
303	LOME	TP	214 290	
304	LOME	TP	218 116	
305	LOME	ISN	27 269	
	"	IRPP	96 700	
	"	TC - IR	44 943	
306	LOME	IRPP	8 877 329	
	"	ISN	635 701	
	"	TS	2 122 752	
				24 660 471

**BUDGET COMMUNAL**

300	LOME	TCS	255 626	
301	LOME	TC - IR	49 775	
302	LOME	TP	550 301	
303	LOME	TP	321 433	
304	LOME	TP	327 174	
305	LOME	TC - IR	14 982	
306	LOME	TCS	184 609	
				1 703 900

**DIRECTION GENERALE DES**  
**IMPÔTS**

302	LOME	TP	183 433	
303	LOME	TP	107 144	

304	LOME	TP	109 058
-----	------	----	---------

339 63526764006

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 190 /DGI du 29 /12 /95 - Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des Impôts du mois de d'octobre et novembre de l'exercice 1995, ci - après :

**BUDGET GENERAL**

307	LOME	ISN	544 131
	"	IRPP	15 668 612
	"	TS	2 887 325
308	LOME	ISN	80 211
	"	IRPP	69 460
	"	TC - IR	67 985
309	LOME	ISN	91 351
	"	IRPP	50 580
	"	TC - IR	54 000
310	LOME	ISN	522 692
	"	IRPP	5 701 656
	"	TS	1 751 503

27489 506

**BUDGET COMMUNAL**

307	LOLME	TCS	241 883
308	LOME	TC - IR	22 665
309	LOME	TC - IR	18 000
310	LOME	TCS	221 650

504 19827993 704

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**Avis, Communications, et annonces**

**Bilan CET**

BILAN AU 31 / 12 / 1995					CET	PASSIF	
ACTIF							
RUBRIQUES	MONTANTS BRUTS	AMORTIS. ou PROVIS.	MONTANTS NETS	TOTAUX PARTIELS	RUBRIQUES	MONTANTS NETS	TOTAUX PARTIELS
<b>VALEURS DISPONIBLES</b>	5222056326	0	5222056326	5222056326	<b>VALEURS EXIGIBLES A VUE ET A COURT TERME</b>	9759206549	
<b>9759206549</b>							
caisses	56664506		56664506		Comptes des déposants EO	9053421669	
BCEAO	4448269		4448269		Comptes des déposants EL	486016445	
Banques C / C	184437932		184437932		Cpte de dépôts sans int. CNSS	4618363	
Banques DAT	1790000000		1790000000		Cpte d'attente à régulariser	5528660	
CDC	3178484892		3178484892		Cpte de régularisation passif	16958183	
CCP	4300999		4300999		Créditeurs divres	88222025	
Trésor Public	3719728		3719728		Cautionnement et dépôts reçus des clients	34191241	
<b>VAL. REALISABLES ACT</b>	3185091088	5621710	3185091088	3185091088	Catholic Relief Service		
Créances en souffrances BCCI	1246108783		1246108783		CRS / PMI	56000000	
Charges payées d'avances	126855027		126855027		PMI	14249863	
Produits à recevoir	155662189		155662189		<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	1444600	1444600
Chèques à encaiser	183100		183100		Provisions pour risque d'épargne	1444600	
Prêts équ. à C T P E C	21256872		21256872		<b>SUBVENTIONS RECUES (NETTES)</b>	0	0
Créances douteuses sur PEC	827855	671710	156145		Subventions d'équipement reçues	5489360	
Compte courant SITO	9900000	4950000	4950000		Subventions inscrites en P.P.	-5489360	
Bons du Trésor	1062500000		1062500000		<b>PROVISIONS DE PROPRES ASSUREURS</b>	903857	903857
Débiteurs divers	270769770		270769770		<b>DOTATION RESERVES</b>	120000000	120000000
Opérations avec OPTT versement	55197492		55197492			5033963	5033963
Titres d'Etat - Togo	350000000		350000000		<b>RESULTATS NETS (Profits)</b>	6653352	6653352
<b>VAL. REALISABLES LT &amp; M</b>	793421745	27408694	766013051	766013051			
Prêts d'épargne logement LT	110688683		110688683				
Prêts d'épargne logement MT	361768136		361768136				
Prêts équipement à MT	128905134		128905134				
Prêts au personnel	141734288		141734288				
Créances doute. sur PEL à LT	30510693	16448091	14063602				
Créances doute. sur PEL à MT	166704403	8797229	7873174				
Créances doute. sur PE à MT	3143408	2163374	980034				
<b>AUTRES VAL. IMMOBILISEE</b>	60014755	0	60014755	60014755			
Certificat FNI en cours	12064755		12064755				
Action SITO	45000000		45000000				
Dépôts de garantie	2950000		2950000				
<b>IMMOBILISATION INCORPORELLES</b>	35550376	32838329	2712047	2712047			
Frais d'élaboration de logiciel info	32000000	32000000	0				
Frais d'acquisition de logiciel	888426	246785	641641				
Frais d'acquisition d'immeuble	2661950	591544	2070406				
<b>IMMOBILISATION CORPORELLES</b>	1047106552	384121888	662976664	662976664			
Terrains	92972550		12972550				
Constructions	548973058	41542829	507430229				
Matériels et outillages	1887457	1887457	0				
Matériel de transports	39583570	26999073	12584497				
Matériels et mobilier du Bureau	210224019	197532943	12691076				
Agenc., aménag. et installations	151010456	116167586	34842870				
Avance & acompte sur commande d'immobilisation en cours	2455442		2455442				
<b>TOTAUX</b>	10343240842	449998621	9893242221	9893242221	<b>TOTAUX</b>	9893242221	9893242221



**Avis de perte de titre foncier**

Avis est donné au public de la perte du titre foncier N° 480 Vol III Fo 78 appartenant au Monsieur Peter GOEBELS Eboe, employé de commerce à Accra.

Pour première Insertion

---

**Avis de perte de titre foncier**

Avis est donné au public de la perte du titre foncier N° 17630 RT, Vol LXXXIX, Fo 79 appartenant au Monsieur AGBOTON Gérant Gbénou comptable, demeurant à Lomé.

Pour première Insertion

---

**Avis de perte de titre foncier**

Avis est donné au public de la perte du titre foncier de la République Togolaise N° 2130, Vol XII, appartenant à Monsieur KUMODJIGbofu propriétaire planteur demeurant à Avépozo Baguida.

Pour première Insertion

---